

Charest frustré par Ottawa et Sarkozy

Le président de la France ratera le point d'orgue du Sommet de la Francophonie à Québec

ANTOINE ROBITAILLE
CHRISTIAN RIOUX

Québec — Ottawa s'apprête à reporter le bref Sommet Canada-Union européenne prévu pour le 17 octobre, au cours duquel les négociations sur le libre-échange entre les deux entités devraient être lancées,

a appris *Le Devoir*. Ce sommet devait constituer le moment fort de l'automne européen de Jean Charest, qu'il évoque dans tous ses discours depuis un an. Autre accroc au scénario du premier ministre: Nicolas Sarkozy fera en partie faux-bond au premier ministre québécois, à l'occasion du Sommet de la Francophonie (17, 18, 19 octobre), a aussi appris *Le Devoir*. Le

président français quittera en effet ses homologues avant la fin du Sommet, le samedi 18 octobre.

Le Sommet Canada-Union européenne devait se tenir le 17 octobre, jour d'arrivée de M. Sarkozy, lequel est aussi, jusqu'au 31 décembre, président de l'Union européenne. Mais en raison de la proximité des élections fédérales, qui se tiendront trois jours plus tôt, la tenue de

ce sommet sera reportée à une date ultérieure, a confirmé hier au *Devoir* une source très au courant du dossier.

Puisque le gouvernement fédéral est en campagne électorale, il n'a tout simplement pas eu le temps de se préparer pour cette importante réunion, a-t-on expliqué.

VOIR PAGE A 12: CHAREST

www.ledouvoir.com

LE DEVOIR

VOL. XCIX N° 214

LES SAMEDI 20 ET DIMANCHE 21 SEPTEMBRE 2008

2,44\$ + TAXES = 2,75\$

RÉUSSIR SA VIE

Le couple n'a plus la cote

Pour 65 % des Québécois, vivre à deux n'est plus une condition au bonheur



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

La comédienne Pascale Bussièrès et son compagnon, le producteur et comédien David Clermont-Béique, figurent sûrement parmi les 35 % de Québécois qui croient encore au couple.

Toute la semaine, l'équipe du *Devoir* vous a présenté une synthèse d'observations recueillies sur sept volets d'un même thème: qu'est-ce qu'une vie réussie? Pour le savoir, la firme Léger Marketing a sondé les Québécois dans une enquête nationale révélatrice de bien des changements de société. Nous terminons cette grande série par un regard sur le couple réussi, conclusion logique d'un sondage qui nous a appris samedi dernier que la vie amoureuse et familiale était, et de loin, ce que les Québécois considèrent le plus important dans leur vie.

PIERRE CAYOUE

«On s'étudie trois semaines, on s'aime trois mois, on se dispute trois ans, on se tolère 30 ans, et les enfants recommencent.» C'est par cet aphorisme impudent que le philosophe et historien français Hippolyte Taine décrivait le couple, au milieu du XIX^e siècle. Plus de 150 ans plus tard, il lui faudrait sans doute rajuster sa formule. On s'étudie, on s'aime, on se dispute et on se tolère désormais beaucoup moins longtemps. Et, surtout, il est

moins certain que les enfants recommencent...

Le couple n'a plus la cote. Du moins, la majorité ne le perçoit plus comme une condition essentielle au bonheur. Même s'ils accordent une importance prépondérante à la vie amoureuse et familiale, plus de 65 % des Québécois, soit 71 % des femmes et 59 % des hommes, ne croient pas qu'il soit important d'être en couple pour réussir sa vie.

La psychiatre et psychanalyste française Marie-France Hirigoyen ne s'étonne guère des résultats du sondage Léger Marketing-*Le Devoir* à ce propos. «Voilà qui correspond tout à fait à ce que j'observe, en

France comme chez vous. Une majorité de femmes ne jugent pas la vie de couple indispensable à leur réussite.»

Connue pour ses travaux de pionnière dans le domaine du harcèlement moral, la célèbre psychologue se penche justement sur les mutations des rapports hommes-femmes dans *Les Nouvelles Solitudes* (La Découverte), son plus récent ouvrage. «Parce qu'elles ont obtenu, du moins en théorie, l'autonomie financière et sexuelle, les femmes éprouvent moins le besoin de cette sécurité matérielle qu'apporte le couple. Un nombre

VOIR PAGE A 12: COUPLE

■ Des contradictions à la pelle ■ Qu'est-ce qu'un couple réussi? > À lire en pages A 6 et A 7

Entre l'euphorie et l'indifférence

L'effet Chantal Petitclerc est énorme... mais passager



JACQUES NADEAU LE DEVOIR
Chantal Petitclerc revient des Jeux paralympiques de Pékin avec cinq médailles d'or.

FABIEN DEGLISE

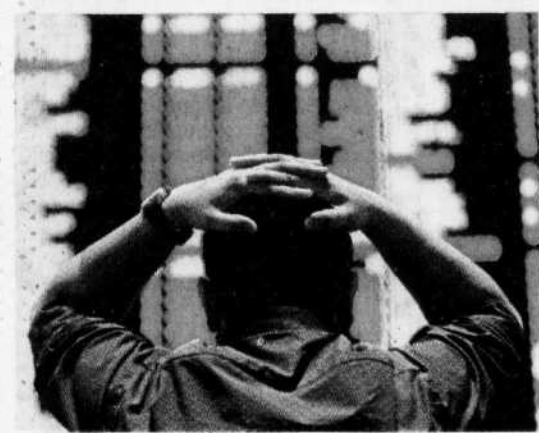
Elle revient au pays avec cinq médailles d'or et son sens de l'humour. Pour Chantal Petitclerc, les Jeux olympiques de cet été à Pékin n'auront été finalement qu'une phase préparatoire aux Jeux paralympiques qui viennent de se conclure, et d'où elle est revenue hier plus que victorieuse. La répétition générale, en somme, avant les choses sérieuses.

«C'est ce que les gens disaient pour rigoler au village paralympique», a-t-elle lancée lors d'un point de presse tenu à l'aéroport de Montréal-Trudeau tout en expliquant que les mesures contre la pollution prises en août dernier pour la grande messe de l'olympisme, mais également un mercure plus clément à Pékin en septembre, ont fait en sorte que les

«Même dans le cadre olympique, les gens qui ont des problèmes de mobilité ne sont pas traités comme tout le monde»

de presse tenu à l'aéroport de Montréal-Trudeau tout en expliquant que les mesures contre la pollution prises en août dernier pour la grande messe de l'olympisme, mais également un mercure plus clément à Pékin en septembre, ont fait en sorte que les

VOIR PAGE A 12: PETICLERC



AGENCE FRANCE-PRESSE

ECONOMIE

Wall Street finit en fanfare

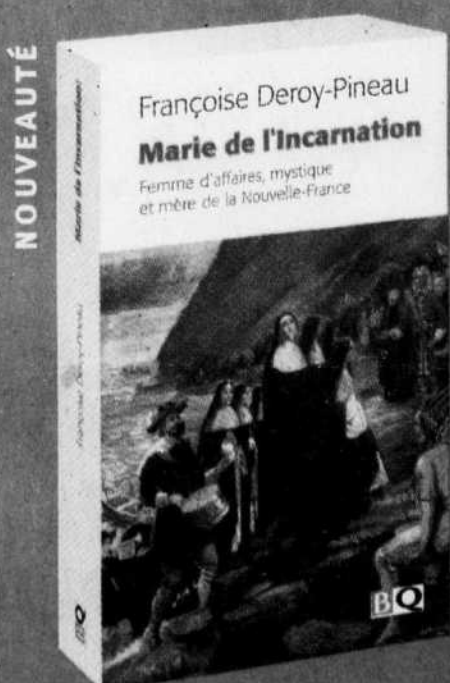
De l'asphyxie à l'euphorie

■ À lire en pages B 1, B 7 et C 1

INDEX

Actualités..... A 5	Idées..... C 5
Annonces..... B 10	Monde..... A 9
Avis publics..... B 8	Mots croisés..... B 8
Bourse..... B 4	Météo..... B 10
Carrières..... B 6	Perspectives..... C 1
Décès..... B 10	Rencontres..... D 2
Économie..... B 1	Sports..... B 11
Éditorial..... C 4	Sudoku..... B 10

BQ BIBLIOTHÈQUE QUÉBÉCOISE



Femme d'affaires, mère de la Nouvelle-France: une histoire passionnante!

336 pages • 12,95\$

www.livres-bq.com

ÉLECTIONS FÉDÉRALES

YouTube

Surréaliste ou hyperréaliste?

Rivard, Brière et Rousseau diffusent une vidéo en soutien à la lutte contre les coupes fédérales dans la culture

PAUL CAUCHON

Des artistes ont décidé de répliquer par l'humour aux compressions du gouvernement conservateur, avec une vidéo qui faisait tout un tabac hier sur Internet.

Intitulé *Culture en péril*, la vidéo de trois minutes met en vedette Michel Rivard, Stéphane Rousseau et Benoît Brière. Filmé de façon très professionnelle, il met en scène Michel Rivard qui se présente devant des fonctionnaires pour obtenir de l'aide pour un petit festival de chansons.

Les deux principaux fonctionnaires, interprétés par Benoît Brière et Stéphane Rousseau, anglophones, ne comprennent rien de ce que Rivard tente de leur expliquer, ou comprennent de travers en mélangeant les mots. Par exemple, ils croient entendre le mot «fuck» lorsque Rivard leur chante *Le Phoque en Alaska*.

Lincompréhension est telle que Rivard voit sa subvention refusée.

Le propos est très mordant. Mise en ligne jeudi soir, la vidéo avait été vue plus de 38 000 fois hier en fin d'après-midi sur YouTube, et elle circulait à toute vitesse sur différents blogues.

Un des artisans de la vidéo, qui



La vidéo peut-être vue sur YouTube sous «Culture en péril».

n'apparaît pas à l'écran, a expliqué au *Devoir* qu'une vingtaine de personnes avaient travaillé sur le projet, bénévolement et en assumant elles-mêmes les dépenses. Aucun parti politique n'y a contribué, soutient-il. C'est pourquoi la vidéo n'est pas diffusée à la télévision comme message politique officiel. Les artistes impliqués veulent plutôt la mettre à la disposition de toute la communauté, sur Internet, et ils refusent les entrevues officielles, en soutenant qu'il s'agit d'une «œuvre collective».

La vidéo se termine par la phrase suivante: «Chaque dollar investi dans l'industrie culturelle rapporte 11 fois plus en bénéfices directs ou indirects. Source: le *Conference Board du Canada*.»

Il existe également une version longue de huit minutes de la vidéo, qui n'était pas sur YouTube hier, et qui sera peut-être présentée lors du spectacle gratuit de plusieurs artistes, prévu ce mardi au Club Soda de Montréal, pour protester contre les coupures dans le secteur culturel.

Par ailleurs, d'autres artistes préparent actuellement une série de vidéos pour soutenir l'INIS, l'école de formation qui s'est vue retirer une partie importante de sa subvention à la suite des compressions.

La vidéo peut être consultée sur YouTube sous le sujet «Culture en péril».

Le Devoir

«Chaque dollar investit dans l'industrie culturelle rapporte 11 fois plus en bénéfices directs ou indirects. Source: le *Conference Board du Canada*.»

Vaudreuil

Harper donne un coup de pouce à Michael Fortier

ALEC CASTONGUAY

Stephen Harper a terminé hier une tournée de deux jours au Québec où il a fait un arrêt à Farnham, puis à Vaudreuil, dans la circonscription de son ministre non élu, Michael Fortier. Ce dernier tente de ravir la circonscription à la bloquiste Méli Faillie. La lutte s'annonce serrée dans cette banlieue à l'ouest de l'île de Montréal.

En milieu de journée hier, près de 350 militants conservateurs — majoritairement des personnes âgées — s'étaient déplacés à l'île Perrot pour venir entendre Stephen Harper, ce qui a semblé le surprendre. «Qui a dit qu'il n'y avait pas de militants conservateurs dans la région de Montréal?! a-t-il lancé sous un tonnerre d'applaudissements. Les choses changent et c'est une bonne chose pour Montréal. [...] C'est important que Montréal soit présent à la table du conseil des ministres. Montréal mérite plus que des gérants d'estrade et des prophètes de malheur.» M. Harper a de nouveau soutenu que son parti avait réglé le déséquilibre fiscal, même si le gouvernement du Québec, Jean Charest en tête, affirme le contraire.

Dans son discours, Stephen

Harper n'a épargné ni les libéraux ni les bloquistes, sachant qu'il doit se battre sur les deux fronts pour espérer l'emporter dans cette région. Il a attaqué le Parti libéral sur le terrain de l'économie. Dans le cas du Bloc québécois, M. Harper a une fois de plus répété qu'il n'avait pas de poids aux Communes.

A l'extérieur du centre communautaire, une cinquantaine de manifestants de l'Alliance de la fonction publique du Canada (AFPC) étaient venus accueillir Stephen Harper. L'AFPC et ses 30 000 membres au Québec viennent de prendre la décision de s'impliquer dans la bataille électorale pour arrêter le Parti conservateur. «On croit sincèrement que la direction idéologique que prend l'actuel gouvernement conservateur, même minoritaire, entre en collision frontale avec les intérêts de nos membres et de la population», a expliqué Renaud Plante, porte-parole. L'AFPC a décidé d'appuyer le Bloc québécois dans plusieurs régions du Québec.

Toucher à Radio-Canada?

Le Parti conservateur a-t-il l'intention de couper dans les budgets de Radio-Canada et de la CBC une fois au pouvoir? Ce sujet controversé qui revient périodiquement hanter le PC a été soulevé par nul autre le directeur des opérations politiques et organisateur en chef du Parti conservateur, Doug Finley.

Dans une lettre qu'il a envoyée le 9 septembre dernier à des membres et militants du PC pour recueillir des fonds, Doug Finley écrit: «La SRC/CBC coûte 1,1 milliard de dollars par année. Est-ce une bonne manière de dépenser l'argent des contribuables?» M. Finley pose des questions sur différents sujets dans sa lettre, avant d'affirmer à la fin du document que toutes les réponses seront transmises au premier ministre pour élaborer les politiques du parti.

En 2004, Stephen Harper avait eu des mots très durs envers Radio-Canada et son pendant anglophone, la CBC. Interrogé sur le sujet hier lors de son passage à Farnham, le chef conservateur n'a pas semblé au courant de la lettre de son principal organisateur. Il a demandé de répéter la question pour finalement lancer une réponse floue. «En tant que premier ministre, j'appuie les budgets de mon gouvernement», a-t-il dit. Le PC n'a pas touché aux budgets de la CBC/Radio-Canada depuis qu'il a pris le pouvoir, en 2006.

Il n'a pas été possible d'en savoir davantage puisqu'il est interdit de demander des précisions au premier ministre lors de son point de presse quotidien. Les journalistes sont strictement régis (10 à 12 questions en tout, pas plus) et n'ont pas droit à des sous-questions.

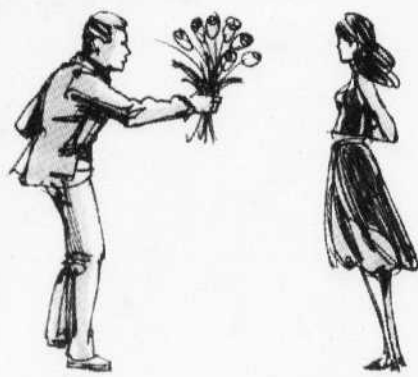
Le NPD a émis un communiqué en milieu de journée hier pour tenter d'en savoir plus. «Harper a-t-il l'intention de réduire ou d'éliminer le budget de Radio-Canada? Son directeur de campagne a-t-il distribué ce document par erreur?» a demandé Jack Layton.

L'organisme Friends of Canadian Broadcasting, qui défend le mandat de la CBC, a mis la lettre de M. Finley sur son site Internet et demande lui aussi des comptes au Parti conservateur. «Si M. Harper pense que Radio-Canada/CBC est une dépense inutile, a-t-il l'intention de couper les budgets s'il est élu majoritaire?» demande le porte-parole de l'organisme sans but lucratif, Ian Morrisson.

Le Devoir

POUR ÉPARGNER, VOUS ÊTES À LA BONNE PLACE.
LE NOM LE DIT:

ÉPARGNE PLACEMENTS QUÉBEC



CONTINUEZ LA BELLE VIE

Découvrez nos produits d'épargne et de retraite:

- Obligations à taux progressif • Obligations à taux fixe • Obligations à escompte
- Obligations Sécuri+ • Obligations boursières • Obligations d'épargne
- Épargne Flexi-Plus • Plan Épargne Périodique par prélèvements

BONI
DE
1%

la première année
pour les nouveaux
fonds REER

- + Capital garanti à 100 % par le gouvernement du Québec.
- + Aucuns frais de gestion et d'administration.

ÉPARGNE
PLACEMENTS
QUÉBEC

VOS
ÉCONOMIES
GARANTIES
À 100 %

1 800 463-5229 | www.epq.gouv.qc.ca

Épargne
Placements
Québec

EN BREF

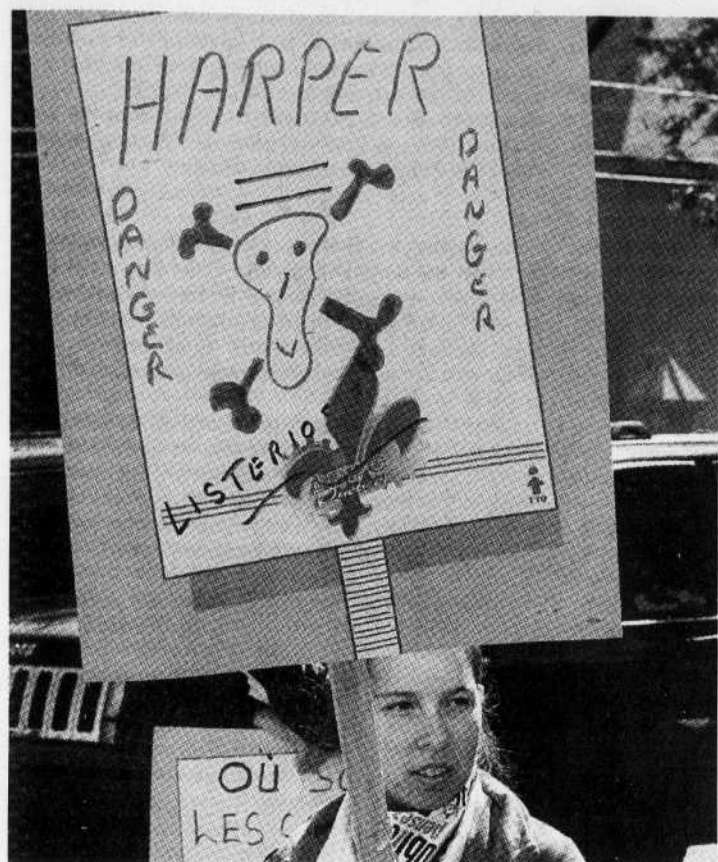
«Yo» Gourd contre Duceppe

Le chef bloquiste, Gilles Duceppe, aura un adversaire pour le moins coloré lors du scrutin du 14 octobre puisque l'inimitable François «Yo» Gourd sera lui aussi candidat dans la circonscription de Laurier-St-Martin. Il portera bien sûr les couleurs du Parti neorhino, une formation qui se réclame autant de Karl Marx que de John Lennon. Surtout, M. Gourd réitère son intention d'abolir l'imposant budget militaire afin de financer massivement la culture, l'éducation et la santé. Armé de son slogan explosif «Un raisin de plus dans la campagne», il affirme en outre vouloir mettre un terme aux évasions fiscales si coûteuses à l'économie canadienne.

— Le Devoir

ÉLECTIONS FÉDÉRALES

Listériose: au tour des employés du ministre de réclamer sa démission



CHRISTINNE MUSCHI REUTERS

HÉLÈNE BUZZETTI

Québec — Après les politiciens, les fonctionnaires. Les syndicats représentant les employés de la fonction publique fédérale sont sortis de leur réserve politique habituelle pour demander à leur tour la démission du ministre conservateur de l'Agriculture, Gerry Ritz.

Pour la présidente de l'Institut professionnel de la fonction publique du Canada (IPFPC), Michèle Demers, les blagues de mauvais goût de M. Ritz ne constituent que la proverbiale «goutte d'eau qui a fait déborder le vase». Le problème est plus profond. «Depuis le début de la crise de la listériose, celle du fromage et la crise en matière d'inspection des aliments, on demande que le gouvernement prenne la situation au sérieux. En vain», dit Mme Demers en entrevue avec *Le Devoir*.

L'IPFPC représente 1800 scientifiques et autres professionnels. Il tente depuis quelques semaines déjà d'attirer l'attention sur les changements que le gouvernement conservateur entend apporter au régime d'inspection des aliments. Une ébauche de plan, prévoyant le transfert de la responsa-

bilité des inspections au secteur privé, a fait l'objet d'une fuite dans les médias, et le ministre Ritz avait déclaré à l'époque qu'il s'agissait au mieux d'une hypothèse. Il a été démontré par la suite que l'usine de Maple Leaf d'où provenait la bactérie *Listeria* était déjà soumise à ce nouveau régime. «Le ministre Ritz a été d'une non-réceptivité sur tous les messages d'alerte que nous avons lancés», croit Mme Demers.

Mme Demers va plus loin et dit tout haut ce qui se chuchote dans les corridors à Ottawa depuis l'élection du Parti conservateur en janvier 2006. «Il y a une certaine fatigue. Il n'y a pas de relation de grande confiance entre le gouvernement et la fonction publique. Il y a un mélange, un contrôle si serré de l'information; c'est malsain parce que c'est exagéré.» Ce qui explique la sortie exceptionnelle du syndicat.

Il est extrêmement rare que des fonctionnaires réclament la démission d'un ministre... qui est après tout leur employeur. Pourtant, un autre syndicat a fait de même jeudi soir: l'Alliance de la fonction publique du Canada (AFPC). Sa vice-présidente, Patty Ducharme, a déclaré que le ministre «a perdu la confiance des inspecteurs de l'Agence canadienne d'inspection des ali-

ments et des autres qui travaillent à cette Agence. Il doit démissionner. Gerry Ritz doit démissionner immédiatement».

Au cours d'un appel conférence qui se voulait privé, M. Ritz s'était inquiété du tord que la crise de la listériose causait à son gouvernement. «C'est comme se faire charcuter», a-t-il blagué. Un compte-rendu de cette conversation a été fourni à un journaliste et M. Ritz a dû s'excuser. La tempête politique ne s'est pas calmée pour autant. Des familles de personnes décédées de la listériose se sont dites outrées par ces commentaires.

Le chef conservateur, Stephen Harper, qui complétait sa tournée du Québec hier, a dit comprendre leur réaction, mais a continué de défendre son ministre. «Je reconnais que les commentaires ont dû être difficiles à entendre. C'était déplacé. M. Ritz ne voulait pas faire ce commentaire publiquement.» Mais les journalistes ont insisté: selon ce compte-rendu, M. Ritz paraissait plus préoccupé par l'image du gouvernement que la crise en soi. N'est-ce pas là le véritable problème? «Nous étions inquiets de la crise d'abord, s'est défendu M. Harper. Mais c'est impossible de séparer l'aspect communication de la crise.

M. Ritz a été disponible tous les jours pour répondre aux questions.»

Les chefs de partis d'opposition ont tapé sur leur adversaire avec délectation pour une troisième journée. «Voici un ministre qui pense qu'il est approprié de désinformer les Canadiens à propos de la sécurité alimentaire pendant la pire épidémie de listériose», a lancé le libéral Stéphane Dion. «Voici un ministre qui pense qu'il est approprié de faire des blagues à propos de gens qui meurent de la listériose.» Son leader adjoint, Michael Ignatieff, a ajouté que cet épisode démontrait le danger d'avoir un premier ministre qui contrôle tout. «Ils ont un gars, nous avons une équipe. [...] Il [Stephen Harper] n'a personne sur qui compter et Gerry Ritz l'a laissé tomber lamentablement.»

Quant au néo-démocrate Jack Layton, il a déclaré: «Stephen Harper vous a laissé tomber, vous et votre famille.» Une ancienne députée conservatrice devenue commentatrice, Val Meredith, a aussi déclaré que M. Ritz devait démissionner.

Avec la collaboration d'Alec Castonguay
Le Devoir

Avec La presse canadienne

Harper accuse Dion de dépenser sans compter

Le chef libéral dévoile le volet agriculture de son Tournant vert

HÉLÈNE BUZZETTI

Québec — Alors qu'il dévoilait un programme d'aide aux agriculteurs de 1,2 milliard de dollars sur quatre ans, le chef libéral Stéphane Dion a dû se défendre hier de faire des promesses trop coûteuses à l'électorat.

M. Dion a multiplié les grosses annonces au cours de la dernière semaine: 900 millions pour une assurance-médicaments, 800 millions pour l'immigration, 70 milliards sur 10 ans pour les infrastructures. Hier, il a annoncé un autre volet de son Tournant vert, celui portant sur l'agriculture.

Ainsi, M. Dion promet l'instauration d'un crédit d'impôt, d'une valeur de 400 millions, pour les exploitants qui réduiront leurs émissions de gaz à effet de serre. Il mettra sur pied un Fonds pour les fermes écologiques de 250 millions afin d'aider les agriculteurs à se procurer des technologies plus propres, et un autre de 564 millions \$ pour encourager ceux qui conçoivent des projets devant dynamiser leur région.

Le chef conservateur, Stephen Harper, persiste à accuser son adversaire d'utiliser la pensée magique. Il répète sur toutes les tribunes qu'un gouvernement libéral ramènera la TPS de 5 % à 7 % et annulera la prestation mensuelle de 100 \$ pour les parents d'enfants d'âge préscolaire afin de boucler son budget. M. Dion a beau nier ces allégations chaque fois qu'il en a l'occasion, M. Harper ne change pas de discours. Il soutient en outre qu'un gouvernement libéral renouera avec les déficits, même si Stéphane Dion s'est engagé à ne «jamais» le faire.

«Stéphane Dion n'est pas prêt à gérer l'économie du pays. On voit sa gestion des finances du Parti libéral, qui a des difficultés. Les gens doivent se demander s'ils veulent d'un chef comme ça pour gérer le pays en temps d'incertitude économique.» «Nous n'augmenterons pas les impôts, nous ne couperons pas dans les programmes», a répliqué M. Dion hier en ajoutant que son équipe, dont une partie était en poste lorsque le déficit fédéral a été éliminé dans

les années 1990, ne l'aurait pas laissé faire. «Tout ceci a été pensé avec une grande prudence fiscale et vous le verrez lorsque nous dévoilerons notre programme électoral, sous peu», a ajouté M. Dion.

Layton et Duceppe

Quant au chef du NPD, Jack Layton, il s'est engagé hier à poster un inspecteur alimentaire à chaque usine de transformation de la viande du pays, mais il a été bien en peine de dire combien de

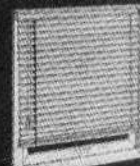
telles usines le Canada comptait. Il veut aussi interdire le départ à la retraite des inspecteurs déjà en poste. Quant à Stephen Harper, il continue d'égrainer son chapelet de petites promesses ciblées. Hier, il s'est engagé à bonifier le Régime d'épargne enregistrée invalidité (REEI). Afin de donner un coup de pouce aux aidants naturels, il permettra aux couples dont un des deux conjoints ne travaille pas à temps plein pour s'occuper d'une per-

sonne ayant une invalidité à fragmenter leur revenu aux fins du calcul d'impôt.

Le chef bloquiste, Gilles Duceppe, était pour sa part de passage à Rimouski pour aider son candidat Claude Guimond, qui affronte la députée indépendante sortante — et ex-bloquiste — Louise Thibault. Il a admis que la lutte au Québec contre le Parti conservateur était «chaude».

Le Devoir

INSTALLATION
GRATUITE



BOIS ou P.V.C.
sur mesure

- Stores horizontaux
- Stores verticaux
- Opaque ou solaire
- Toiles à rouleau
- Stores romains
- Panneaux coulissants

L'Artisan
du Store

Fabrique au Québec

Décoration
CLAUDE BOUCHARD

SERVICE À DOMICILE
Québec
418 654-8677
Montréal
514 231-8677
2362, Beaubien E. Mtl

Comüv média

LES PÉRIPIÉTIES DE
8 VIDÉASTES NOMADES
EN AMÉRIQUE DU NORD
ET EN EUROPE

CE DIMANCHE 19 H **TV5**

TV5.ca

EN BREF

Le NPD vert jusqu'au toit

Pour bien marquer son engagement en faveur de l'environnement, le Nouveau parti démocratique aura un toit vert à son siège social d'Ottawa. C'est 9 000 pieds carrés de terre et de plantes qui seront installés sur l'édifice. Le chef néo-démocrate Jack Layton espère ainsi sensibiliser la population aux avantages environnementaux et économiques des toits verts. Si les toits d'Ottawa étaient verts, cela permettrait d'abaisser la température jusqu'à 2 degrés Celsius et améliorer la qualité de l'air. Ce projet pourrait servir de modèle, croit M. Layton.

— *Le Devoir*

SOLDES 60%
JUSQU'À

SHIRT PASSION
CONVERSE
RAMOSPORT
KALI ORÉA
NORMA KAMALI
TOMBOLINI
OUI
BANDOLERA
VERTIGO
YUKA

THIERRY MUGLER
REPORTER
NAVIGARE
TORRAS
TARENTINO
TOMBOLINI
CANTARELLI SARTORIA
FABIO INGHIRAMI
ETC.

dolce & gabbana

277, av. Laurier O.
514-270-6154

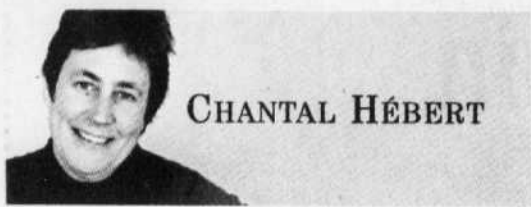
Centre de Commerce Mondial
413, St-Jacques O.
514-844-9125

Centre de Commerce Mondial
383, St-Jacques O.
514-281-7999

5107, av. du Parc
(angle Laurier)
514-277-7558

ÉLECTIONS FÉDÉRALES

Semaine 2: avantage Harper, sans majuscule



CHANTAL HÉBERT

À force de chercher des ressemblances entre les dernières élections et la campagne en cours, on finit par passer à côté de l'essentiel. Avec un score dans les sondages qui n'est pas très éloigné de celui qui lui avait valu un gouvernement minoritaire en 2006, la situation du Parti conservateur est néanmoins infiniment plus avantageuse que la dernière fois.

Après deux semaines de campagne, la position de Stephen Harper se compare davantage à celle de Jean Chrétien en 1997 et en 2000 qu'à celle de Paul Martin en 2004, ou qu'à la sienne en 2006.

Depuis le début de la campagne, tous les sondages vont dans le sens d'une victoire conservatrice le 14 octobre. L'écart entre les conservateurs et leurs plus proches rivaux est quantitatif et qualitatif. Contrairement au PLC, absent de grands pans de l'Ouest canadien et du Québec hors-Montréal, le Parti conservateur est dans la course dans toutes les régions du Canada.

A moins d'un revirement majeur, la tendance favorise la réélection d'un gouvernement conservateur. Ce

revirement est d'autant plus improbable qu'une analyse réalisée par la firme EKOS révélait cette semaine que le Parti conservateur est celui qui peut le plus compter sur la loyauté de ses partisans le jour du scrutin. En effet, 84 % de ceux qui ont voté pour Stephen Harper en 2006 persistent et signent. L'adhésion au PLC, à 62 %, est la plus basse des cinq principales formations.

♦ ♦ ♦

Comme en 1997 et 2000, on assiste à une bataille d'opposition qui avantage le gouvernement sortant en divisant les votes contre lui. D'ici le scrutin, cette course a davantage de chances de garder les observateurs et les stratégies en haleine que la bataille pour le pouvoir.

Même sur un tableau sur lequel ils ont un avantage naturel, les libéraux sont sur la défensive. L'adoption cette semaine d'une stratégie destinée à mettre agressivement de l'avant l'équipe libérale s'inscrit dans la dynamique de la bataille de l'opposition plutôt que dans celle d'un corps à corps avec les conservateurs pour le pouvoir.

Les rôles de premier plan occupés par Bob Rae et Michael Ignatieff ces derniers jours ont encore malmené l'image de chef de Stéphane Dion. L'entrée canon dans la campagne libérale de Bob Rae mardi a coïncidé avec une chute spectaculaire (16 points) de l'indice de compétence de son chef. Le sondeur Nik Nanos ne pouvait trouver d'autre événement que l'entrée en scène de l'ancien premier ministre ontarien pour expliquer cette fluctuation à la baisse.

Les Rae, Ignatieff et autres ne se dépensent pas

sur les tribunes pour aider Stéphane Dion à prendre le pouvoir autant que pour s'assurer que son poste de chef de l'opposition vaudra encore la peine d'être convoité le 15 octobre au matin. Car c'est bien la supériorité de la marque libérale par rapport à celles des tiers partis plutôt que les mérites d'un éventuel gouvernement Dion que l'on vend aux électeurs.

Selon les libéraux qui s'activent sur le terrain en Ontario, le nouveau souffle de la campagne aura au moins permis de ralentir et/ou de freiner l'exode de leurs appuis. De façon prévisible au Québec, où le fonds de commerce libéral est moins attrayant, les résultats sont plus mitigés.

Pour la première fois, un parti important au Québec a placé le NPD dans sa mire la semaine dernière. À tout prendre, les stratégies néo-démocrates se sont plutôt réjouies de voir apparaître des affiches du Bloc qui font l'équation entre un vote néo-démocrate et un appui à Stephen Harper dans la circonscription de Jeanne-Le Ber.

En envoyant le message qu'il prend le NPD au sérieux au Québec, le Bloc aide Jack Layton à convaincre les Ontariens de le prendre davantage au sérieux. Il en a bien besoin. Car une autre similitude avec les campagnes de Jean Chrétien, c'est le malaise qui résulte sur le terrain de la division du vote d'opposition.

À Toronto, l'idée néo-démocrate de mener bataille contre des libéraux pour compter des points contre Stephen Harper et vice-versa inspire beaucoup de réserves. Cette semaine, des militants néo-démocrates avouaient manquer de cœur à l'ouvrage à l'idée de se

dépenser pour abattre des députés libéraux.

Les stratégies néo-démocrates ont également eu une mauvaise surprise en voyant le Parti vert accéder aux ligues majeures de la couverture médiatique et des débats télévisés depuis le début de la campagne.

Dans la circonscription torontoise de Davenport visitée cette semaine par la tournée néo-démocrate, par exemple, le candidat de Jack Layton Peter Ferreira est passé à mille votes de raser le siège aux libéraux aux élections provinciales de l'an dernier. Le Parti vert avait remporté 3000 voix. Mais personne ne peut vraiment dire si le vote vert a aidé le NPD à se rapprocher de la victoire ou s'il a scié son élan.

♦ ♦ ♦

Au Québec, les libéraux et le Bloc québécois, deux partis qui ont dominé le paysage fédéral au cours des 15 dernières années, sont sujets à l'effritement à gauche comme à droite. L'érosion de leurs appuis pourrait faire la différence entre un balayage conservateur et un résultat qui s'approche davantage du *status quo* le 14 octobre.

Ailleurs au Canada, la division par trois du vote d'opposition et la montée des verts sont en voie d'avoir raison de tous les calculs conventionnels. Tout le monde convient que le soir du vote, les urnes seront de véritables boîtes à surprise dont le contenu pourrait surprendre l'opposition et réjouir les conservateurs.

Chantal Hébert est chroniqueuse politique au Toronto Star

Une analyse de la firme Influence

L'environnement pèse lourd dans la couverture de presse

LOUIS-GILLES FRANCŒUR

Selon une analyse de la firme Influence, l'environnement domine pour la première fois une campagne électorale au Canada avec près de 25 % de toute la couverture médiatique, devant l'économie et les plus classiques controverses.

C'est probablement pourquoi le chef des conservateurs, Stephen Harper, systématiquement pris à partie pour la faiblesse de son programme environnemental, refuse de participer au débat que CBC a accepté de diffuser sur les enjeux environnementaux dans le cadre d'*Extreme Debate*. Ce débat sera retransmis le 8 octobre, soit un peu moins d'une semaine avant l'élection.

Plusieurs grands groupes écologistes, dont Nature Canada, le Sierra Club, Équiterre, l'Institut Pembina et Ecojustice poussent pour une participation des

chefs en personne afin de faire apparaître les enjeux par les maîtres du jeu dans chaque parti. Mais jusqu'ici, Stephen Harper a décliné et Jack Layton, du NPD, a refusé sous prétexte qu'il participera au match seulement s'il peut défier son vis-à-vis conservateur, ce qu'il avait initialement fait pour contrer la participation d'Elisabeth May, la chef des verts, au débat des chefs en anglais et en français.

Mais du côté francophone, aucun débat sur les enjeux environnementaux n'est en vue pour le moment, même sans les chefs, car la seule confrontation qui se préparait avec LCN a été annulée en raison précisément du refus des chefs d'y participer, une exigence de la chaîne télévisée. Il ne semble pas que LCN veuille piloter l'idée d'un débat sur l'environnement sans les chefs, sur lequel la CBC s'est rabattue.

Plusieurs sondages, dont celui d'Ekos du 7 septembre, indiquent qu'une forte majorité de Canadiens

(71 %) pensent que les chefs doivent participer à un débat télévisé sur l'environnement en raison de l'importance de cet enjeu dans la campagne en cours.

Le fait que l'environnement ait dominé le débat électoral durant les 10 premiers jours de la campagne est en grande partie attribuable à la proposition du Parti libéral d'intégrer le Canada et ses grands émetteurs de gaz à effet de serre dans la phase 2 du protocole de Kyoto et d'intégrer les autres secteurs de l'économie dans la bataille du climat par une taxe sur le carbone. Ce plan, connu sous le nom de Tournant vert, a été attaqué d'autant plus facilement, et souvent de façon très démagogique, parce qu'il contient une taxe, pourtant fiscalement neutre.

Selon Influence, les problèmes d'environnement ont mobilisé 23,3 % de la couverture médiatique entre le 7 et le 17 septembre, contre 19,4 % pour les controverses plus classiques, 17,8 % pour l'économie, 10,4 %

pour la politique étrangère, 8,1 % pour les sondages et 5,5 % pour la santé.

Il est intéressant d'analyser par ailleurs la ventilation de la part de 23 % consacrée aux sujets environnementaux. On y apprend que le Tournant vert de Stéphane Dion a obtenu 12 % de la couverture, suivi par sa taxe sur le carbone, avec 10,5 %. Les libéraux et leur Tournant vert ont systématiquement évité d'évoquer le protocole de Kyoto malgré la faveur importante dont il bénéficie dans l'opinion canadienne, et en particulier au Québec. Cette stratégie a fortement contribué à réduire le pourcentage de la couverture médiatique consacrée à ce sujet, soit un maigre 2,3 %, alors que les changements climatiques eux-mêmes, pourtant à la base de tout ce débat, n'obtenaient que 6,2 % de l'attention médiatique.

Le Devoir

Quand on investit dans l'aluminium, ça nous revient.

ASSOCIATION DE L'ALUMINIUM DU CANADA

ALCOA

ALOUETTE

Rio Tinto Alcan

Avec trois centres de recherche hautement spécialisés et un grand nombre de chercheurs dans les universités, le Québec fait figure de leader à l'échelle mondiale.

ACTUALITÉS



Gare-hôtel Viger

L'art de consulter sans le dire

Aucun opposant au projet n'a signé le registre de la municipalité parce que personne n'était au courant de son ouverture

JEANNE CORRIVEAU

Le promoteur du projet immobilier de la gare-hôtel Viger n'aura plus à s'embarrasser de la contestation citoyenne. L'ouverture d'un registre par la Ville de Montréal a été faite avec une telle discrétion cet été que les voisins n'en ont jamais eu connaissance. Résultat: le registre n'a recueilli aucune signature et le projet pourra aller de l'avant sans que les voisins ne puissent plus s'y opposer.

La Ville de Montréal avait fait paraître un avis public le 21 août dernier dans les quotidiens *Le Devoir* et *The Gazette* afin d'informer les citoyens opposés au projet immobilier qu'un registre était ouvert pour demander la tenue d'un référendum. Or, ceux-ci n'ont jamais vu ces deux annonces. Le délai de huit jours écoulé, leurs chances de contester le projet se sont envolées. Selon les informations fournies par la ville-centre, aucun avis n'aurait été publié dans les journaux locaux de l'arrondissement de Ville-Marie.

Chez les citoyens, la déception était grande, d'autant plus que leur pouvoir de contestation s'était effrité considérablement après que le gouvernement du

Québec eut modifié la Charte de la Ville, au mois de juin dernier, une manœuvre qu'ils qualifient d'*«aberration»*.

Rappelons que plus tôt cette année, le promoteur Viger DMC International avait fait des démarches auprès des autorités gouvernementales et municipales dans l'espoir de se soustraire au processus référendaire qui permet aux citoyens de zones contiguës de contester le projet. Il aurait voulu que la procédure entourant l'ouverture d'un registre et la tenue d'un référendum soit éliminée. Le gouvernement du Québec a plutôt décidé d'apporter un amendement à la Charte de la Ville afin d'étendre à tout l'arrondissement historique du Vieux-Montréal la consultation sur les grands projets situés dans ce territoire. Ces nouvelles règles du jeu diluaient du même coup le pouvoir des voisins de la gare-hôtel Viger de s'opposer au projet. Mobiliser autant de citoyens devenait impossible pour les contestataires.

L'administration n'a pas agi en catimini dans ce dossier, s'est défendu le maire Gerald Tremblay hier. *«Ça été publié dans les journaux. On ne l'a pas fait en plein milieu de l'été, on l'a fait au mois*

d'août pour que le plus grand nombre de personnes soient informées du projet», a-t-il soutenu.

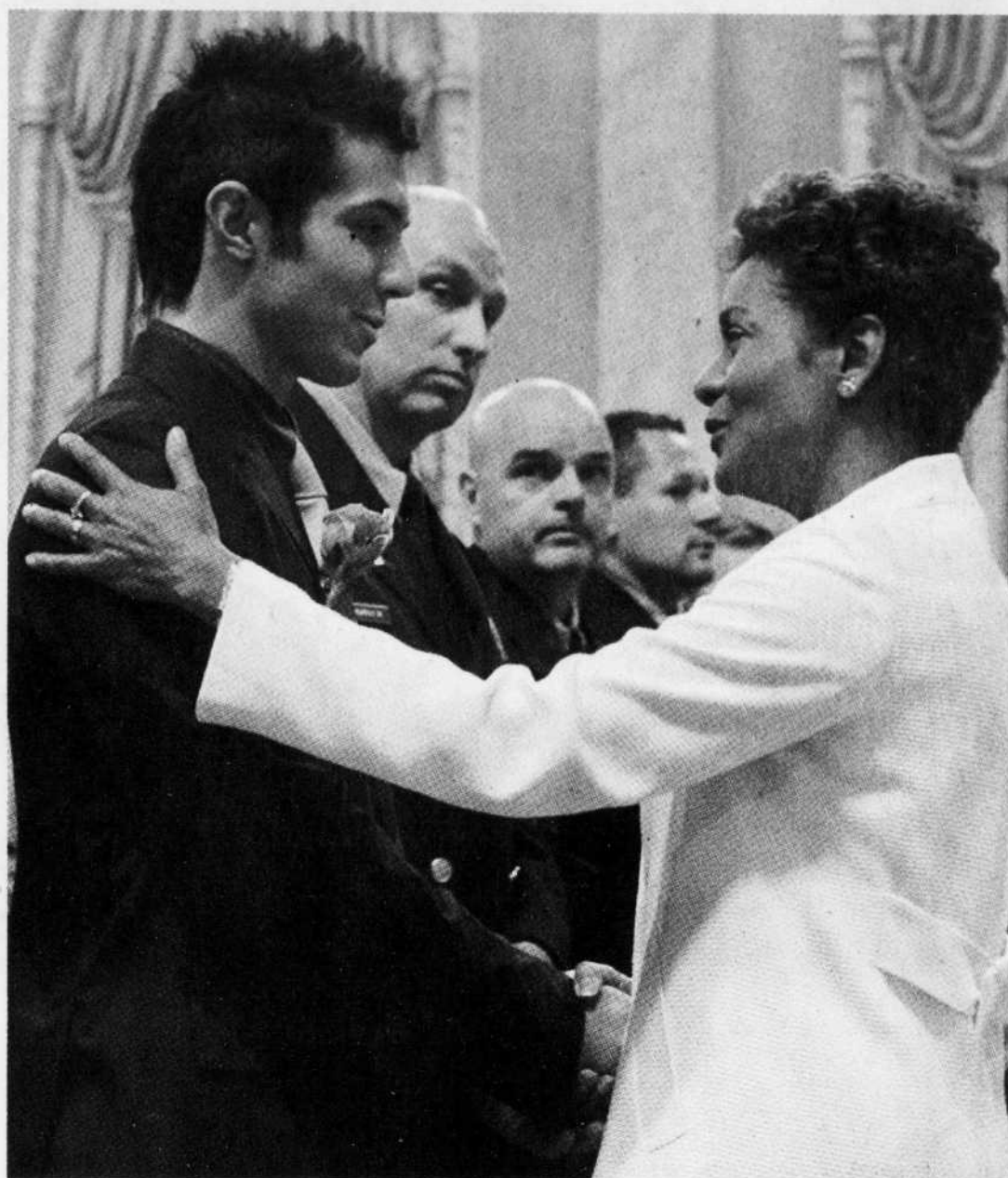
«C'est facile de dire, après le fait, que les citoyens n'ont pas été informés, a-t-il ajouté. Ça été publié par les voies normales. Comme personne ne s'est présenté pour signer le registre, on tient pour acquis que la très grande majorité des personnes veulent que ce projet se réalise, dans le respect des consultations qui ont été menées [par l'Office de consultation publique de Montréal].»

Le projet de Viger DMC International représente un investissement de 450 millions de dollars et comportera quatre tours. Le promoteur prévoit aménager un hôtel et des condos assortis d'espaces commerciaux. Le 10 septembre dernier, le comité exécutif de la Ville a entériné le projet.

Celui-ci devra toutefois franchir d'autres étapes avant de se concrétiser. Comme le projet se trouve en partie dans l'arrondissement historique du Vieux-Montréal, le ministère de la Culture devra donner son approbation. Le Comité consultatif d'urbanisme et du comité d'architecture devront également donner leur accord au projet.

Le Devoir

Des braves



CHRIS WATTIE REUTERS

LA GOUVERNEURE GÉNÉRALE du Canada, Michaëlle Jean, a remis hier l'Etoile du Courage à l'étudiant James Santos pour son intervention lors des événements tragiques au Collège Dawson. Mme Jean a également décoré les agents Alain Diallo, Marco Barcarolo et Denis Côté de Médailles de la bravoure. Ces trois policiers ont été les premiers répondants lors de la fusillade survenue le 13 septembre 2006. En remettant ses décorations, à Rideau Hall, Michaëlle Jean a rappelé que la bravoure n'avait rien à voir avec la force physique et que les gestes qui ont été posés étaient une source d'inspiration. En tout, une Étoile du Courage et 46 Médailles de la bravoure ont été remises par la gouverneure générale. Ces deux décorations soulignent les actes accomplis dans des circonstances périlleuses ou encore des actes de courage dans des circonstances dangereuses.

Le 6000, Saint-Denis aura une vocation mixte

JEANNE CORRIVEAU

Ceux qui rêvaient encore de voir le CHUM s'installer au 6000, rue Saint-Denis, devront en faire leur deuil de façon définitive puisque la Ville de Montréal a d'autres projets pour ce site. Un tout nouveau quartier comportant quelque 1500 unités d'habitation, des commerces et des bureaux devrait y voir le jour au cours des prochaines années.

Montréal fera appel à trois équipes multidisciplinaires pour réfléchir à l'aménagement du vaste terrain de 11,5 hectares bordé par les rues Saint-Denis et de Belchasse, et la voie ferrée du Canadien Pacifique, à deux pas de la station de métro Rosemont.

A l'occasion d'une rencontre avec des représentants du milieu des affaires et de groupes communautaires, hier matin, le maire de l'arrondissement de Rosemont-La Petite-Patrie, André Lavallée, a indiqué que l'intention de l'adminis-

tration municipale était d'aménager un *«quartier vert»* à vocation résidentielle s'apparentant au secteur d'Angus avec des unités d'habitation, des bureaux, des commerces de proximité et des services communautaires.

Une partie du site est occupée à l'heure actuelle par les garages de la Société de transport de Montréal (STM), qui est propriétaire de 40 % du terrain. Un autre 40 % de la superficie appartient à des propriétaires privés, et la Ville détient 20 % du terrain.

La Ville a entrepris d'élaborer un programme particulier d'urbanisme (PPU) et les trois équipes multidisciplinaires qu'elle entend recruter auront pour mandat de lui faire différentes propositions d'aménagement. *«C'est un exercice d'idéation qui permettra d'alimenter la consultation publique»*, a indiqué M. Lavallée.

De son côté, la STM envisage plusieurs hypothèses dans le cadre de ce réaménagement du

quadrilatère. Elle pourrait enfouir ses garages en sous-sol ou même s'installer ailleurs, a indiqué hier le conseiller Marvin Rotrand, membre du conseil d'administration de la STM. Cette dernière option pourrait lui coûter 130 millions de dollars, a-t-il toutefois précisé.

L'adoption du PPU et la consultation publique sont prévues pour le printemps prochain. Les travaux devraient commencer en 2010. *«C'est un projet qui va se faire par phases, sans bousculer personne»*, a soutenu M. Lavallée.

Le gouvernement, à une autre époque, avait songé à implanter le CHUM à cet endroit et le zonage avait été modifié en conséquence. *«À l'heure actuelle, c'est zoné hôpital. Mais on tient pour acquis qu'une décision a été prise par le gouvernement et que le site est disponible»*, a commenté André Lavallée.

Le Devoir

EN BREF

La controverse continue

Une nouvelle étude parue plus tôt cette semaine dans le *Journal of the American Medical Association (JAMA)* affirme que le bisphénol A (BPA), ce composé chimique utilisé dans la fabrication d'emballages alimentaires et de bouteilles en plastique, y compris des biberons, est lié à un risque accru de maladies cardiaques, de diabète de type 2 et d'anomalies hépatiques. Selon cette étude effectuée par le Dr David Melzer, de la faculté de médecine Peninsula à Exeter en Grande-Bretagne, entre 2003 et 2004 sur 1455 États-Uniens âgés de 18 à 74 ans, des niveaux élevés de BPA dans les urines augmentaient en moyenne de 39 % le risque de souffrir d'un de ces trois problèmes de santé. Cette étude n'apporte pas une preuve irréfutable des dangers que semble présenter le BPA, a souligné le Dr Hugh S. Taylor de l'école de médecine de l'université Yale au Connecticut sur le site Internet du magazine *U.S. News & World Report*. *«Le BPA n'est coupable que par association. Plus de cas de dia-*

bète et de maladies cardiaques ont été relevés parmi les individus présentant des niveaux élevés de BPA dans leurs urines, mais ces personnes qui consomment beaucoup d'aliments et boissons emballés dans du plastique n'ont probablement pas un régime alimentaire des plus sains et c'est peut-être la raison pour laquelle elles souffrent de diabète et de maladies cardiovasculaires.» Les résultats de cette nouvelle étude n'ont pas ébranlé l'agence améri-

caine de réglementation des médicaments et des produits alimentaires (Food and Drug Administration) qui a réitéré hier, devant un groupe d'experts indépendants, les conclusions de son rapport préliminaire selon lequel les niveaux de BPA présents dans les boissons et les aliments ne présentaient aucun risque pour la santé des nourrissons et des enfants. La controverse continue...

- Le Devoir

Vous avez des droits nous pouvons vous aider

Yves Ménard

A v o c a t

V i e u x - M o n t r é a l

514.861.0469

Conférence Échange

au profit du Centre St-Pierre

L'héritage des leaders

Quel héritage les dirigeants d'entreprises laissent-ils à leurs successeurs?

Quel legs les jeunes leaders souhaitent-ils recevoir des générations qui les précèdent et qu'ont-ils envie d'accomplir?

Deux générations se prononcent sur le sujet. Participez au dialogue passionné entre Claude Bélard, président du Mouvement Desjardins (1987 à 2000) et Joëlle Charpentier, MBA, CRHA, conseillère en développement organisationnel!



Formule vins et fromages
Mercredi 1^{er} octobre 2008 à 18 h
au Centre St-Pierre, 1212, rue Panet,
Montréal (près du métro Dorval)

Billet en vente au coût de 50 \$
514.524.3561 poste 284
ou jurgan@centrestpierre.org

Reçu de don disponible sur demande

Activité organisée pour le Centre des leaders d'affaires du Centre St-Pierre, un réseau d'entraide et de mentorat pour les dirigeants d'entreprises. Chacune des conférences est animée par un expert. Claude Bélard et Joëlle Charpentier, MBA, CRHA, présidentes de Malletta et Associés Inc.

Au-delà de la performance

Citoyennes du monde

Les portes jamais fermées, le cœur toujours ouvert, la relation maître-élève jalousement préservée: voilà le secret du Saint-Nom-de-Marie qui, génération après génération, forme celles qui demain feront une différence dans leur milieu.

Fort de son expérience, l'institution a su s'adapter à notre société pluraliste. Si l'ajout d'un pavillon ultramoderne s'inscrit dans cette évolution, l'enseignement de très haut niveau et la transmission de valeurs humanistes demeurent les préoccupations principales des éducateurs.

Pas étonnant que les filles du Saint-Nom-de-Marie regardent l'avenir avec confiance! Elles auront les compétences de leur audace et la force intérieure pour relever le défi de leur choix.

Portes ouvertes

Dimanche 5 octobre, de 13 h 30 à 16 h 30

Examens d'admission

Samedi 18 et dimanche 19 octobre, de 9 h à 12 h

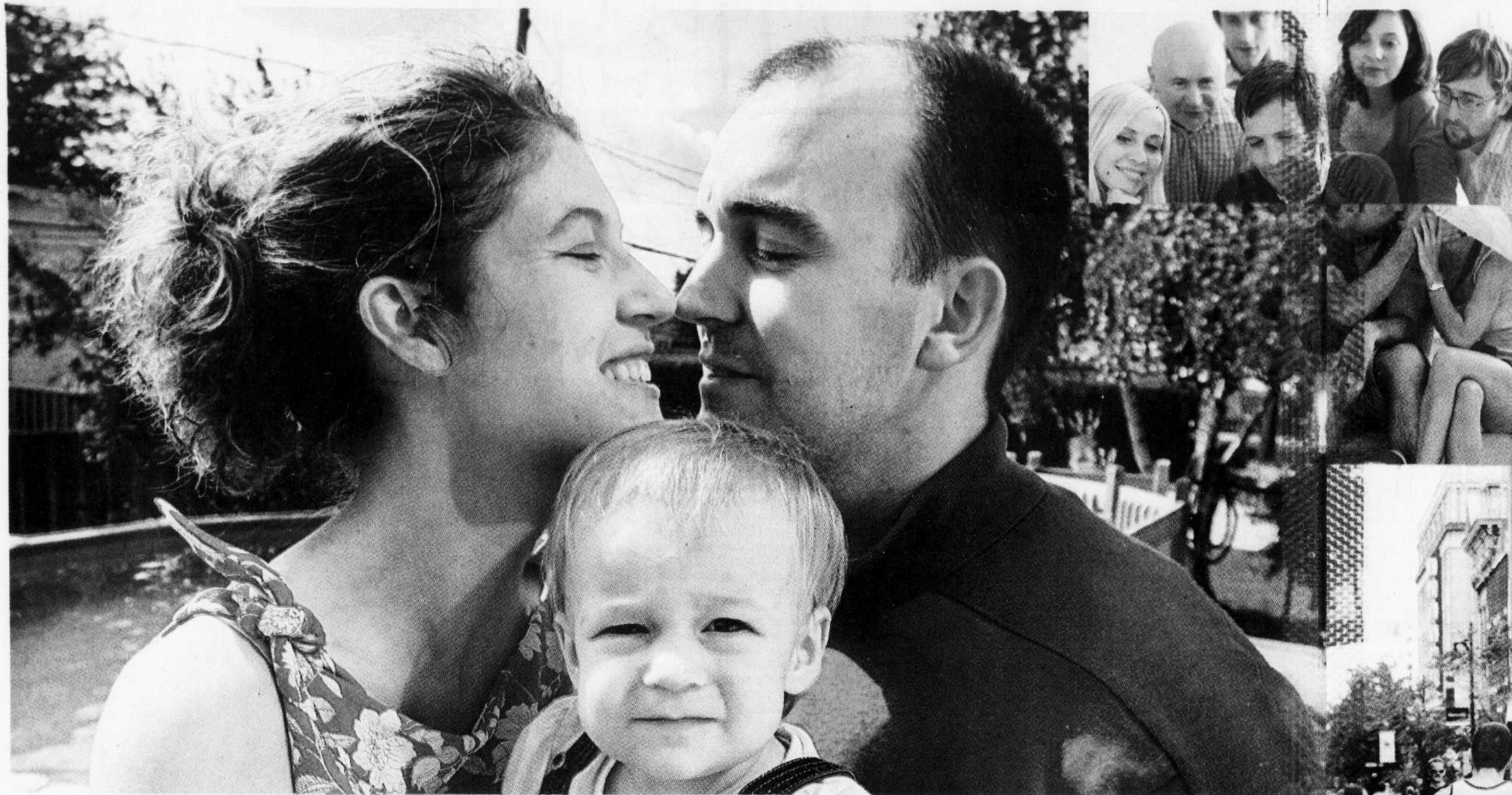
Pensionnat
SAINT-NOM-DE-MARIE

628, chemin de la Côte-Sainte-Catherine, Outremont (Québec) H2V 2C5
Téléphone: 514.735.5261 • Télécopieur: 514.735.5266 • www.psnm.qc.ca

Cours secondaire complet pour jeunes filles. Externat et pensionnat.
Profils: Éducation internationale et Vie et monde. Partenaire académique de l'École supérieure de ballet contemporain. Partenaire de l'École de musique Vincent-d'Indy.



Édouard-Montpetit



Julie Jodoin, Laurent Madore et la petite Clémence

Qu'est-ce qu'un couple réussi?

Pour une majorité de Québécois, la réussite d'un couple repose sur les affinités psychologiques

Pour 64 % des Québécois, révèle le sondage Léger Marketing-Le Devoir, la réussite d'un couple repose d'abord sur les affinités psychologiques des conjoints. L'épanouissement des enfants (14 %), les affinités sexuelles (8 %) et la réussite professionnelle du couple (2 %) ne pèsent de toute évidence que bien peu dans la balance.

PIERRE CAYOUILLE

La psychanalyste et auteure française Marie-France Hirigoyen est formelle: «La sexualité, ce n'est pas ce qui tient le couple. Les affinités psychologiques ont une importance capitale. On le voit sur les divers sites de rencontres dans Internet. On demande de plus en plus de profils psychologiques.»

Qu'est-ce qu'une vie de couple réussie? «C'est peut-être une vie où les conjoints arrivent à traverser

des moments difficiles, tout en restant ensemble. À condition, bien sûr, que ces «moments difficiles» soient reconnus, puis résolus», répond François Lefebvre.

Un couple réussi, poursuit-il, «c'est quand l'autre peut exister comme autre».

Dans son essai *Couple en crise. De la désillusion à la découverte* (Fides), ce psychologue et psychanalyste explique que, ce qui mène à l'échec, c'est lorsque les conjoints se cantonnent dans une harmonie factice, qu'ils se conforment à l'idéal de l'autre et renoncent à être eux-mêmes.

Il puise dans un chef-d'œuvre de la littérature pour étayer son propos. «Le personnage de Solal dans le roman *Belle du Seigneur*, d'Albert Cohen, est inévitablement déçu par les femmes qu'il rencontre. Ce sous-secrétaire des Nations unies, qui a une liaison passionnée avec l'épouse d'un fonctionnaire travaillant sous ses ordres, cherche à étirer la période dorée du début avec ses maîtresses. D'où ses échecs amoureux répétés.»

Avec le quotidien, la digue finit par céder. «On en arrive tôt ou tard à se montrer au naturel. C'est le moment de la désillusion. Plusieurs couples volent en éclats à ce moment. C'est pourtant à ce moment précis que naît la véritable rencontre. C'est à partir de ce moment qu'on peut commencer à bâtir quelque chose de solide», explique François Lefebvre.

Imparfait et complexe

«Un couple réussi, c'est un

couple qui accepte d'être imparfait à ses heures, renchérit Julie Jodoin, travailleuse autonome, mariée et mère d'une fillette d'un an.

«Il faut avoir des projets communs, des rêves, l'impression diffuse que ça va de soi entre nous»

C'est un savant mélange d'amour, de complicité, de respect, de communication, de fidélité. Il faut avoir des projets communs, des rêves, l'impression diffuse que ça va de soi entre nous.

Un couple réussi, au fond, c'est peut-être un couple qui, comme ce

lui que forment la comédienne Pascale Bussières et le réalisateur David Clermont-Beique, prend le temps de réfléchir au volet

«une vie de couple réussie» du sondage Léger Marketing-Le Devoir pour finalement conclure qu'un tel exercice ne peut rendre compte de toute la complexité des rapports humains et nous le faire savoir par courriel...

«Sans vouloir dénigrer l'intérêt d'un tel sondage, prétendre pouvoir dessiner, disséquer les fondements de la vie affective en six lignes nous paraît limitatif, puis-

qu'en réalité toutes ces choses (les affinités psychologiques des conjoints, l'épanouissement des enfants, les affinités sexuelles des conjoints, la réussite professionnelle) se répondent et se complètent. La vie amoureuse n'est-elle pas justement une recherche constante d'équilibre entre toutes ces sphères, dans le geste d'aller vers l'autre, simultanément à celui de reconnaître son inévitable solitude?» écrivent-ils. Ça se termine par une citation de Gustavo Adolfo Becquer: «La solitude est très belle... quand on a près de soi quelqu'un à qui le dire.» Et c'est signé Pascale et David...

Collaboration spéciale



LES OBSTACLES AUX ENFANTS

Selon vous, quels sont les principaux obstacles qui empêchent les couples d'avoir les enfants qu'ils désirent?

	TOTAL (n=1005)	HOMME (n=485)	FEMME (n=520)
Le manque d'argent	40 %	35 %	43 %
Les horaires de travail des conjoints	24 %	25 %	24 %
La carrière de la femme	16 %	19 %	12 %
La non-participation des hommes aux tâches ménagères	2 %	2 %	3 %
Le manque de places en garderie	1 %	0 %	2 %
Autre	12 %	13 %	10 %
Je ne sais pas / refus de répondre	2 %	5 %	5 %

Sondage Léger Marketing / Le Devoir

Le sondage Léger Marketing-Le Devoir a été effectué par téléphone auprès de 1005 Québécois, du 13 au 17 août 2008. La marge d'erreur maximale est de + ou - 3,4 %, 19 fois sur 20. Les données ont été pondérées selon le sexe, l'âge, la langue maternelle et la région, de façon à être représentatives de la population du Québec, selon les dernières données de Statistique Canada.

Restoration d'horloges

antiques et contemporaines

FIXIT

Vous restaurons tout... sauf les cœurs brisés!

4652, boul. Décarie, Montréal
514-484-8332
 www.themfixit.com
 DEPUIS 1953

RÉUSSIR SA VIE

Vie de couple: des contradictions à la pelle

PIERRE CAYOUILLE

Plusieurs données du volet «une vie de couple réussie» du sondage Léger Marketing-Le Devoir mettent en lumière d'apparentes contradictions. La plus flagrante? Pour plus de 68 % des Québécois, dont 74 % des femmes, la «vie amoureuse et familiale» demeure ce à quoi ils accordent le plus d'importance dans la vie. Or, parallèlement, 65 % des Québécois ne croient pas que la vie de couple soit indispensable à la réussite d'une vie. C'est comme si les Québécois établissaient une distinction claire entre «vie familiale et amoureuse» et «vie de couple».

Après tout, le mariage a longtemps été, rappelle la psychiatre Marie-France Hirigoyen, un contrat allant deux familles afin d'assurer la descendance et la répartition du patrimoine, sans obligation de lien amoureux. «Aujourd'hui, ce n'est plus le mariage qui est l'institution, mais l'amour; les sentiments sont

désormais au centre de la relation. L'amour est devenu la condition indispensable à la vie commune. Il n'est pas étonnant, dans ces conditions, qu'il soit devenu beaucoup plus difficile qu'autrefois de réussir sa vie de couple: l'exigence d'amour

aujourd'hui encore sur une large partie du globe, le mariage monogame n'est pas une histoire d'aujourd'hui. Il est l'union de deux familles pour protéger des terres ou pour les réunir, et les époux n'ont pas leur mot à dire», soutient-il.

«On demande au changement de se faire à vitesse grand V. Il se fait déjà en accéléré.»

fragilise le couple, car si la relation n'est bâtie que sur des sentiments, il est difficile qu'elle tienne dans la durée. Il faudrait qu'elle soit toujours belle et magique, ce qui est rare. Du coup, si ça se dégrade, c'est souvent la rupture.»

Dans son essai *Amours* (Fayard) paru l'an dernier, l'intellectuel français Jacques Attali rappelle, après avoir retracé l'histoire des relations hommes-femmes, que le couple constitue, somme toute, un accident de l'Histoire. «Presque partout, au-

ger Marketing-Le Devoir, il y a cette dichotomie entre le discours égalitaire des Québécois et la pratique. Ainsi, aux yeux de 19 % des hommes, la carrière de la femme constitue le principal obstacle empêchant les couples d'avoir les enfants qu'ils désirent. Ce n'est pas rien!

«Le message féministe est passé, il n'y a pas de doute. Mais un écart subsiste toujours entre le discours égalitaire et la réalité, note la sociologue québécoise Hélène Bellet. On demande au changement de se

faire à vitesse grand V. Il se fait déjà en accéléré. C'est fou le progrès qui s'est fait depuis trois générations.»

Tout n'est pas parfait pour autant. Le sondage Léger Marketing-Le Devoir révèle par exemple que plus de la moitié des femmes, soit 51 %, estiment en faire plus que leur conjoint dans le partage des tâches ménagères. Si 55 % des hommes affirment que le partage est équitable, un autre 36 % reconnaît tout de même que leur conjoint en fait plus...

D'autres contradictions? Quatre Québécois sur dix (36 % des hommes, 43 % des femmes) voient dans le manque d'argent le principal obstacle empêchant les couples d'avoir les enfants qu'ils désirent. Or, quand on leur demande ce à quoi ils accordent le plus d'importance dans la vie, ces mêmes Québécois ne choisissent le travail que dans une proportion de 6 %. N'y a-t-il pas meilleur moyen d'accumuler de l'argent que de travailler?

Collaboration spéciale

LA RÉPARTITION DES TÂCHES MÉNAGÈRES

Dans votre couple, comment se fait le partage des tâches ménagères comme la préparation des repas, la vaisselle, le ménage et les devoirs des enfants?

Base: personnes en couple	HOMME (n=388)	FEMME (n=380)
Également entre les conjoints	55 %	47 %
Vous en faites plus	8 %	51 %
Votre conjoint(e) en fait plus	36 %	2 %
Je ne sais pas / refus de répondre	1 %	1 %

Sondage Léger Marketing / Le Devoir

L'IMPORTANCE DE LA VIE DE COUPLE POUR RÉUSSIR SA VIE

Selon vous, est-il important d'être en couple pour réussir sa vie?

	TOTAL (n=1005)	HOMME (n=485)	FEMME (n=520)
Oui	32 %	39 %	26 %
Non	65 %	59 %	71 %
Je ne sais pas / refus de répondre	2 %	2 %	2 %

Sondage Léger Marketing / Le Devoir

PORTES OUVERTES
Le samedi 27 septembre
de 9 h à 12 h
Visitez et rencontrez
personnellement avec
les experts

Les leaders m'inspirent à inspirer les autres. Quand j'ai su que des enfants n'avaient pas d'équipement de hockey au Nunavut, j'ai décidé de m'impliquer... lcc.ca/leaders

Guider par l'exemple

LOWE'S CANADA OUTLETS
4090, AVENUE ROYAL • MONTRÉAL, QC H3A 2M5
514 482 0951 • www.lcc.ca/leaders

Mon esprit est inspiré. Je pense aux autres et l'avenir du monde m'intéresse. Quand je vois des enfants qui ont besoin d'aide, j'ai envie d'agir... lcc.ca/leaders

Guider par l'exemple

LOWE'S CANADA OUTLETS
4090, AVENUE ROYAL • MONTRÉAL, QC H3A 2M5
514 482 0951 • www.lcc.ca/leaders

LE RENDEZ-VOUS INCONTOURNABLE DURANT LA CAMPAGNE ÉLECTORALE



DEMAIN 11H
LES COULISSES DU POUVOIR

AVEC DANIEL LESSARD
 EN REDIFFUSION SUR RDI À 12 H 30, 18 H ET 21 H 30
 Radio-Canada.ca/coulisses

CETTE SEMAINE

- L'ENGOUÈMENT DES POLITICIENS D'ICI POUR BARACK OBAMA
- UNE ENTREVUE AVEC STÉPHANE DION, CHEF DU PARTI LIBÉRAL DU CANADA

RÉALISATION-COORDINATION: DAVE SHYMANSKI

LES ACTUALITÉS

La Grande vague se brise sur Québec

Applaudie en France, l'œuvre monumentale de Marc Lincourt vient d'être refusée par la Ville

CHRISTIAN RIOUX

Paris — L'un des grands succès des célébrations du 400^e anniversaire de Québec en France est une installation monumentale de l'artiste québécois Marc Lincourt, qui a circulé dans plusieurs régions de France. À un mois de sa venue prévue lors du sommet de la Francophonie, *Le Devoir* vient d'apprendre que la ville a finalement refusé de l'accueillir en dépit de promesses répétées, dont certaines de la bouche même du maire, Régis Labeaume.

Intitulée *La Grande Vague*, l'œuvre de cet artiste originaire de Terrebonne qui a exposé à Montréal, Paris, Moscou et Séoul, représente une gigantesque vague de 10 m de long composée de 400 livres symbolisant chacun le nom d'une famille venue au Québec au début de la colonisation. Lincourt a recyclé des bouquins destinés au pilon pour les remodeler et les sceller dans des tissus d'où se détachent des lettres blanches et ocre qui dessinent le nom des familles. Fixées à des tiges d'acier, ces stèles forment une vague monumentale prête à se briser.

Onze mille personnes ont vu *La Grande Vague* à Brouage (lieu de naissance de Champlain), Paris et Tourouvre (en Normandie). L'œuvre doit être bientôt présentée à Honfleur. Les chaînes France 3 et France Culture ont consacré des reportages à ce que le critique d'art québécois René Viau a qualifié de «formidable machine à rêver le temps».

Dès le mois de juin 2007, l'époux de la gouverneure générale du Canada, Jean-Daniel Lafond, faisait miroiter à l'artiste une tournée au Canada. L'œuvre fut aussitôt incluse dans la programmation officielle du 400^e anniversaire de Québec en France. En novembre 2007, elle fut inscrite dans la liste des activités qui devaient se dérouler à Québec. C'était pour disparaître quelques mois plus tard, alors que la ville nommait un nouveau commissaire.

Qu'à cela ne tienne, en mai dernier à La Rochelle, le maire Régis Labeaume propose à Marc Linteau de prendre le relais et de faire venir *La Grande Vague*. On s'entend sur le mois de décembre. Peu après, la ville contacte même l'agent de Lincourt, Frank Pinon qui dirige l'association Les Passeurs de lettres, pour accélérer les choses. Québec souhaite maintenant présenter l'œuvre en octobre, pendant le sommet de la Francophonie. Un lieu est même confirmé: la Maison des métiers d'art de Québec, dans le quartier Saint-Roch. Le 17 juin, l'avant-dernier courriel de Jean-Michel Choquette, conseiller cadre de la ville au Commissariat du 400^e, affirme qu'il ne reste plus que quelques détails à régler pour «finaliser les arrangements».

Le courriel suivant, le 8 août, sera plus laconique. Il annonce à Pinon que le projet est enterré faute d'argent. Au passage, il qualifie l'œuvre de «magistrale». «Je ne comprends pas qu'entre-temps, on ait trouvé quatre millions de dollars pour accueillir Paul McCartney», dit l'artiste, rencontré à Paris.

Frank Pinon, qui a défrayé les coûts de réalisation de l'œuvre avec une aide du Conseil général de Charente-Maritime, a l'impression d'avoir été mené en bateau. «On aurait pu faire circuler *La Grande Vague* pendant deux ans en France», dit-il. Il a réorganisé sa tournée à plusieurs reprises et notamment refusé une proposition de la ville de Tour.

«Que s'est-il passé entre le 17 juin et le 8 août?» demande Linteau. «On a tout fait pour faire venir l'œuvre», dit Jean-Michel Choquette sans pourtant expliquer pourquoi tout était possible en juin, mais pas en août. «La ville n'avait plus de fonds et les commandes n'étaient plus possibles.» Le prix était plus qu'honnête, reconnaît-il, puisqu'en dernière instance, Frank Pinon avait même divisé sa facture en deux: 30 000 \$, à peine de quoi défrayer le transport.

Pinon et Linteau ont la conviction d'avoir été roulés dans la farine. Mais, il ne fait pas de doute que *La Grande Vague* traversera quand même, disent-ils. «Ça n'a pas de sens que cette œuvre en hommage aux premières familles du Québec reste en France», dit Linteau. Les deux hommes seront au Québec en octobre pour chercher des partenaires. Le Musée de la Côte-Nord, à Sept-Îles, aurait déjà manifesté son intérêt.

Correspondant du Devoir à Paris

EN BREF

Une autre victime de la listériose

Kelowna, C.B. — Le nombre de victimes de la listériose au Canada se chiffre maintenant à 18, à la suite de la mort d'une dame âgée à l'Hôpital général de Kelowna, le 4 septembre. La direction de la santé publique de Colombie-Britannique a confirmé que la bactérie découverte chez la plus récente victime était liée aux produits de l'usine Maple Leaf de Toronto qui ont fait l'objet d'un rappel à la grandeur du pays. Les autorités n'ont pas révélé l'identité de la victime, se limitant à dire qu'il s'agissait d'une résidente de la vallée centrale de l'Okanagan et qu'elle souffrait déjà de problèmes de santé chroniques. Selon les informations rendues publiques, la dame avait consommé des charcuteries lors d'un voyage effectué durant l'été. Il s'agit du deuxième décès relié à la listériose en Colombie-Britannique, le premier ayant été signalé à Nanaimo vers la fin du mois de juillet. — *La Presse canadienne*



ARCHIVES REUTERS

Congrès mondial sur la sclérose en plaques

Des traitements freinent la progression de la maladie

PAULINE GRAVEL

Alors qu'il y a une quinzaine d'années, l'avenir était très sombre pour les personnes atteintes de la sclérose en plaques, l'espoir est désormais permis. Un espoir qui ne va pas jusqu'à la guérison, mais il y a un frein à la progression de la maladie, laquelle frappe environ un individu sur 1000 dans les pays nordiques, comme le Canada.

Pour l'instant, la plupart des traitements/offerts tentent de corriger le dysfonctionnement du système immunitaire qui se manifeste dans cette pathologie et qui à plusieurs égards ressemble à celui des autres maladies auto-immunes. «Dans les maladies auto-immunes, il y a une rupture de la tolérance du système immunitaire vis-à-vis du soi», explique le Professeur Patrick Vermersch, directeur du département de neurologie de l'Université de Lille. «Dans la maladie de Crohn, le système immunitaire s'attaque au tube digestif. Dans la polyarthrite rhumatoïde, il assaille les articulations, dans le psoriasis, il agresse la peau. Dans la sclérose en plaques, les victimes sont la myéline [cette gaine de lipides qui enveloppe les fibres nerveuses et assure ainsi la transmission rapide des signaux qu'elles envoient aux autres parties du corps] et les nerfs.»

Dans la sclérose en plaques, «l'organisme est capable en partie de remyéliniser les axones [prolongement de la cellule nerveuse] qui ont perdu leur gaine protectrice. Mais si les lésions sont trop importantes et si le processus d'inflammation qui vise la myéline se poursuit, cette petite remyélinisation ne suffira plus. Et un neurone qui a mal réparé sa myéline va finir par mourir. C'est pourquoi il faut contrôler le phénomène très tôt», indique le chercheur.

Depuis une dizaine d'années, les personnes atteintes de la sclérose en plaques disposent d'«immunomodulateurs», tels que l'interféron bêta et l'acétate de glatiramer (mis en marché sous le nom de copaxone), lesquels freinent l'hyperactivité des lymphocytes T et B, des globules blancs qui forment l'une des lignes de défense les plus importantes de notre organisme pour combattre les virus et les bactéries, ainsi que pour éliminer les cellules en dégénérescence. Ces immunomodulateurs diminuent aussi la sécrétion par le système immunitaire de certaines substances, appelées cytokines, qui provoquent l'inflammation des tissus lésés, en l'occurrence la myéline.

«L'efficacité de ces immunomodulateurs est toutefois modeste puisqu'ils ne réduisent la progression, les poussées de la maladie, voire les handicaps que d'un tiers par rapport à un placebo», précise le D^r Vermersch. De plus, ils ne sont disponibles que sous forme injectable et peuvent provoquer quelques effets secon-

naires bénins, tels qu'un syndrome pseudogrippal.

Une chimiothérapie immunosuppressive, dénommée mitoxantrone et qui est également utilisée pour le traitement du cancer du sein avec métastases, s'avère pour sa part plus efficace que les immunomodulateurs. «Il s'agit d'un traitement très agressif qui vise à supprimer toute activité du système immunitaire, ce qui par ailleurs accroît les risques d'infection», précise le neurologue. Ce traitement immunosuppresseur s'accompagne de quelques effets secondaires, dont le plus grave est une leucémie qui survient chez un patient sur 800.

La grande avancée thérapeutique des récentes années est le natalizumab qui se compose d'anticorps monoclonaux. Ces anticorps préparés en laboratoire sont dirigés contre la protéine qui permet l'entrée des lymphocytes, principales sentinelles du système immunitaire dans le cerveau. «Pour qu'il y ait une attaque de la myéline et des nerfs, les lymphocytes doivent d'abord pénétrer dans le cerveau. Or, en empêchant l'entrée des lymphocytes dans le cerveau, les anticorps abaissent parfois trop les défenses immunitaires au niveau du cerveau, ce qui peut entraîner une encéphalite», prévient le chercheur tout en rappelant que depuis l'utilisation du natalizumab en clinique, quatre cas d'encéphalite à un virus rare ont été recensés. Injectés tous les mois, ces anticorps s'avèrent fort efficaces.

Ces différents médicaments ne sont toutefois pas la panacée. De nombreux patients continuent à voir leur état se dégrader, «sans doute moins vite que s'ils n'avaient accès à aucun traitement», indique le D^r Vermersch. Mais surtout, pour l'instant, aucun traitement ne cible directement la myéline ou les axones. Or les handicaps ne sont pas dus à l'inflammation, mais à la dégénérescence des neurones qui est due à l'inflammation. Il manque encore des produits qui protégeraient les neurones et favoriseraient la régénération des fibres nerveuses et de la myéline qui les entourent. Des greffes de cellules souches qui viendraient réparer les neurones endommagés ont bien fait l'objet d'expérimentation, mais celles-ci n'ont été tentées que sur des animaux.

«On doit traiter les gens le plus tôt possible, à par ailleurs insisté le D^r Vermersch. Un traitement précoce est tout à fait crucial. Il y a urgence de traiter les patients alors qu'ils vont encore bien. Quand vous avez subi une attaque de la myéline, il se libère dans l'organisme des débris de ces tissus qui provoquent une nouvelle stimulation du système immunitaire, ce qui entraîne une sorte d'emballement du système immunitaire. Et si on ne contrôle pas ce processus le plus tôt possible, on ne parviendra jamais à l'arrêter.»

Le Devoir

Le manque de soleil serait à l'origine de la sclérose en plaques

PAULINE GRAVEL

La vitamine D est de plus en plus fréquemment pointée du doigt dans la recherche des facteurs susceptibles d'induire l'apparition de la sclérose en plaques. La prévalence nettement plus élevée de la maladie dans les pays éloignés de l'équateur, comme le Canada, la Hongrie, la Norvège et l'Allemagne, où durant plusieurs mois de l'année le soleil et ses rayons ultraviolets ne sont pas suffisamment intenses pour induire la synthèse de vitamine D par la peau, renforce le rôle possible d'une déficience de cette vitamine à l'origine de cette maladie. Les résultats d'une étude canadienne qui ont été révélés hier dans le cadre du congrès mondial sur la recherche et le traitement de la sclérose en plaques qui se déroule à Montréal ces jours-ci étayent cette hypothèse.

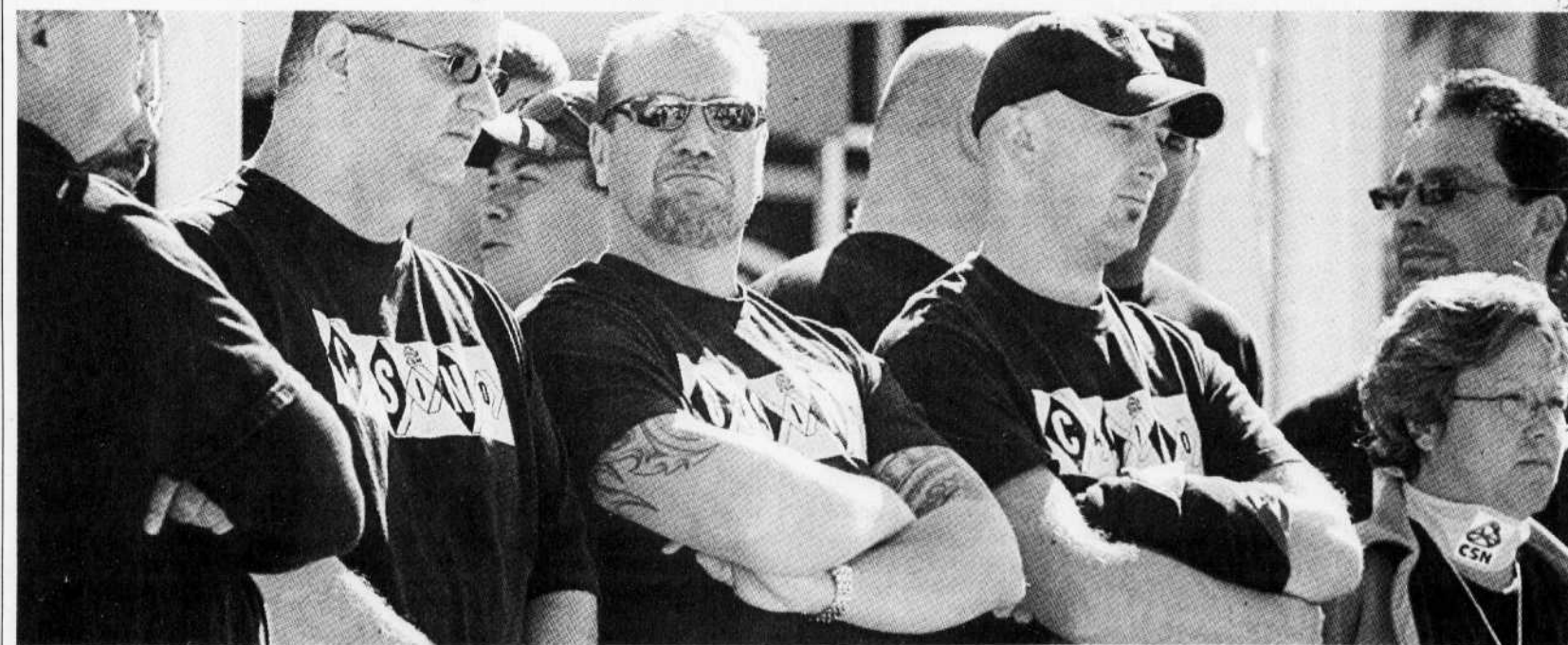
«La sclérose en plaques est sans aucun doute une maladie multifactorielle qui met en jeu plusieurs gènes de prédisposition, lesquels ne s'expriment qu'en présence de certains facteurs environnementaux», a souligné le professeur Patrick Vermersch, directeur du département de neurologie de l'Université de Lille en France. Parmi ces facteurs environnementaux, la vitamine D apparaît comme un candidat de plus en plus plausible. La doctorante Heather Hanwell, du département des sciences de la nutrition de l'Université de Toronto, s'est appliquée à évaluer la contribution de ce facteur dans l'apparition de la maladie chez des enfants âgés entre six mois et 16 ans qui avaient subi une perte de myéline, cette substance isolante qui enveloppe les fibres nerveuses et assure par le fait même une transmission efficace des signaux électriques qu'elles véhiculent. Rappelons que dans la sclérose en plaques, le système immunitaire détruit cette couche protectrice et que les fibres nerveuses ainsi mises à nu se détériorent peu à peu, occasionnant du coup des pertes de vision ou de la motricité, selon le site des lésions.

Dans l'étude de Mme Hanwell, il est donc apparu que les sujets qui avaient reçu ultérieurement un diagnostic de sclérose en plaques présentaient des niveaux de vitamine D nettement inférieurs à ceux relevés chez les enfants n'ayant vécu qu'un épisode de démyélinisation sans lendemain. «Par ces résultats, on ne peut affirmer qu'une déficience en vitamine D provoque l'apparition de la sclérose en plaques. Il ne s'agit pas d'une relation de cause à effet. Pour l'instant, nous n'avons observé qu'une association entre la présence de la maladie et des taux très bas de vitamine D», a tenu à préciser Heather Hanwell. Celle-ci a expliqué qu'en plus de participer à la santé des os en favorisant l'absorption du calcium, la vitamine D exerce un puissant effet sur le système immunitaire. «Or, nous savons que dans la sclérose en plaques, entre autres choses, le système immunitaire perd son auto-contrôle. C'est pourquoi des taux insuffisants de vitamine D peuvent entraîner une réponse inflammatoire plus intense. Si notre système immunitaire n'est pas suffisamment actif, nous sommes susceptibles de contracter des infections, mais s'il est trop actif, nous devenons à risque de souffrir de maladies auto-immunes, comme la sclérose en plaques, dans lesquelles le système immunitaire s'attaque à certains tissus de l'organisme. Or la vitamine D favoriserait peut-être le juste équilibre du système immunitaire.»

Selon la chercheuse, son étude ne lui permet pas de dire si la prise de suppléments de vitamine D pourrait prévenir l'apparition de la sclérose en plaques.

Le Devoir

Travailler trois ou quatre jours?



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

LA SÉCURITÉ publique n'est plus assurée au Casino de Montréal. C'est du moins l'avis du syndicat qui représente les 193 agents de sécurité mis en lock-out par Loto-Québec il y a trois semaines, et remplacés par des cadres de la société d'État. Selon ce qu'ont fait valoir hier leurs porte-parole, les gestionnaires qui les remplacent n'ont pas l'expertise voulue pour intervenir en matière de premiers soins, d'évacuation en cas d'incendie et, surtout, ne sont pas habitués à identifier les individus dont l'accès au casino est interdit. Le litige entre les agents de sécurité et la Société des casinos du Québec porte sur les horaires de travail. Les agents veulent continuer de travailler trois jours par semaine, à raison de 12 heures par jour, comme ils le font depuis neuf ans. L'employeur voudrait les convaincre de travailler dorénavant quatre jours par semaine à raison de neuf heures par jour.

Sophie DOWNS M.Ps.
Psychologue clinicienne T 514 861-0630
Adolescents - Adultes - Couples
20 ans d'expérience
Vieux-Montréal

J'essaie de vous éviter un procès
François Gendron
avocat
LL.L., M.A., Ph.D.
Vieux Montréal 514.845.5545

DROIT IMMOBILIER
Christiane Barnabé, Avocate
Mon expérience et mon professionnalisme à votre service.
514-495-8150 www.droitimmobilier.ca

LE MONDE

Sarah Palin, une paroissienne ambitieuse

Quels ingrédients ont forgé le caractère de la candidate républicaine à la vice-présidence des États-Unis?

NICOLAS BOURCIER

Wasilla — C'était en juin, bien avant que la gouverneure de l'Alaska, Sarah Palin, ne fasse irruption dans les médias au côté du candidat républicain John McCain. Dans une scène filmée à l'intérieur de l'Assemblée de Dieu, une des nombreuses églises évangéliques de la petite ville de Wasilla — 7000 habitants —, on voit la jeune femme, micro à la main, s'adresser aux nouveaux disciples de la communauté.

C'est ici, dit-elle, qu'elle a été «sauvée». Ici, à une cinquantaine de kilomètres au nord d'Anchorage, dans cette bourgade où elle a grandi, qu'elle a été baptisée dans les eaux froides «du lac du Petit-Castor». Elle enchaine, évoque les missions de l'Eglise, celle du pays, de l'Alaska aussi. «Priez pour la construction du pipeline de gaz naturel, un projet de 30 milliards de dollars et créateur d'emplois, lancez-le. Priez pour nos soldats à l'étranger, envoyés par nos dirigeants en suivant un plan décidé par Dieu.» Et elle ajoute : «C'est ce dont nous devons être sûrs lorsque nous prions — c'est qu'il doit y avoir un plan et qu'il s'agit d'un plan de Dieu.»

La fin du monde

Intervient Ed Kalnins, pasteur des lieux. «Je pense, dit-il, que l'Alaska sera un des États refuge, lors du Jugement dernier.» L'homme évoque ces ressources enfouies dans les terres de l'Alaska et destinées à venir au secours des chrétiens, «lorsque la fin du monde aura sonné». Le bras levé vers le ciel, il annonce : «Des centaines de milliers de personnes vont venir ici pour trouver refuge. L'Eglise devra être prête à les accueillir.»

Aujourd'hui, Ed Kalnins refuse de répondre aux demandes d'interviews. En ce dimanche de septembre, à peine lâche-t-il quelques mots entre deux bouchées de pizzas gracieusement servies à quelques fidèles à la fin de son sermon. «Sarah est une fille d'ici, une disciple du Seigneur», assure-t-il. «C'est une personne intègre qui croit en ce qu'elle dit... Évidemment, je prie aussi pour les candidats démocrates Barack Obama et Joseph Biden.»

Le poids des convictions religieuses de Sarah Palin et ses liens avec certains de ses proches sont devenus des sujets d'intenses débats depuis sa nomination en tant que candidate républicaine à la vice-présidence. Elle-même a cessé d'évoquer sa foi, n'y fait aucune allusion lors des meetings. Étrangement circospecte, la biographie récemment écrite par Kaylene Johnson, *Sarah - Comment une maman-hockey a bouleversé l'establishment de l'Alaska*, n'y consacre que trois pages. Et la semaine dernière, sur la chaîne ABC, au cours du seul entretien accordé à un média, la gouverneure a même tenté de minimiser la portée de ses propos, en affirmant «ne jamais présumer de la volonté de Dieu ou parler à sa place». Comme si la candidate une fois propulsée sur le devant de la scène nationale avait remis ses convictions.

Dès l'âge de quatre ans, la petite Sarah accompagne sa mère sur les bancs de cette Assemblée de Dieu, une Eglise affiliée au courant pentecôtiste, connue pour mettre l'accent sur les relations personnelles qu'entretiennent les disciples avec le Christ. Elle s'y rend d'abord les dimanches, puis tous les mercredis pour l'étude de la Bible. Le soir après la classe, elle participe à des activités organisées par des groupes religieux.

Au lycée, ses amis diront d'elle



La colistière républicaine dans son fief en Alaska lors d'une entrevue accordée au réseau ABC le 11 septembre.

qu'elle est une paroissienne ordinaire («a regular church girl»). Aux matches de basket, «Sarah Barracuda», comme on la surnomme, prie cinq bonnes minutes avec ses camarades de jeu avant d'entrer sur le terrain. Très vite, elle prendra la tête de l'association des athlètes chrétiens de l'établissement.

Chez les Palin — un enseignant en sciences et une secrétaire arrivés de l'Idaho lorsque Sarah avait un an —, les discussions politiques sont inexistantes. Dans un entretien accordé en août 2007 au magazine *Newsweek*, Sarah affirme ne pas savoir pour qui votent ses parents, ni son frère ni ses deux sœurs. «Je n'ai jamais compris leurs orientations politiques ou leurs aspirations tout court.» Elle s'est en revanche enregistrée comme électrice républicaine en 1982, à 18 ans.

Bataille municipale

Après un diplôme de journaliste et une carrière agitée de présentatrice sportive, elle décide, en 1996, de se lancer dans la bataille municipale contre le maire sortant John C. Stein, un indépendant plutôt libéral sur les questions de société. Des tracts contre l'avortement font leur apparition. Sarah Palin joue de ses réseaux paroissiaux, met en avant son affiliation (à vie) à la National Rifle Association, l'association ultra-conservatrice de défense des armes à feu. Le Parti républicain, qui n'avait encore jamais fait campagne à Wasilla, soutient ouvertement la candidature de la jeune femme dans des encarts publicitaires.

Elle l'emportera d'une courte victoire, obtenue en grande partie grâce aux voix des nouveaux arrivants, ces travailleurs originaires pour la plupart du Texas et de l'Oklahoma, attirés depuis deux décennies par le boom pétrolier de l'Alaska. Ce sont eux qui revitalisent le Parti républicain de la région. Eux qui remplissent ces nouveaux lieux de culte évangélique, toujours plus nombreux.

Initiatives populaires

Une fois élue, Sarah Palin baissera les impôts fonciers, augmentera les taxes locales sur les produits de consommation. La police municipale sera renforcée, un complexe sportif édifié. Ces initiatives joueront grandement en faveur de sa popularité. Dès le début de sa prise de fonction, elle cherchera également à donner des gages à sa base évangélique. Elle nommera un pasteur dans une des commissions municipales. Poussera à la démission au moins trois employés qui avaient ouvertement soutenu l'ancien maire. Commencera à regarder de près les rayonnages de la librairie municipale.

Selon le témoignage d'Ann

Kilkenny, une démocrate locale qui affirme avoir alors assisté à la quasi-totalité des conseils municipaux de la ville, la maire a émis en public l'idée de bannir quelques livres, sans préciser lesquels. D'après le *New York Times*, Sarah Palin avait critiqué dès 1995, la présence sur les étagères de la bibliothèque municipale de *Daddy's Roommate*, un ouvrage destiné à faire comprendre l'homosexualité aux plus jeunes.

Mary Ellen Emmons, la responsable de la bibliothèque, fut licenciée après s'être opposée à Sarah Palin, puis réintégrée immédiatement, après la mobilisation d'une centaine de citoyens. Mme Emmons, qui a quitté son emploi et Wasilla quelques années plus tard, ne souhaite pas répondre aux questions des journalistes.

Très vite après son entrée en fonction, Sarah Palin interdit aux employés de la mairie de parler à la presse. En 2000, elle écrit une chaleureuse lettre de recommandation pour l'ami de sa sœur Molly, un state trooper (agent de police) appelé Mike Wooten. Cinq ans plus tard, après un divorce tumultueux, le même Mike Wooten se retrouvera au centre d'une affaire impliquant son supérieur, Walt Monegan. Celui-ci affirme avoir subi des pressions de Sarah Palin pour avoir refusé d'exécuter l'ordre de congédier son agent. M. Monegan a été licencié en juillet. Une enquête parlementaire est en cours.

Sa réélection à la tête de la mairie accélère sa mainmise sur la politique locale. Elle lève des fonds pour le sénateur Ted Stevens, figure in-

contournable du Parti républicain de l'Alaska. Arrive deuxième aux primaires, en 2002, au poste de vice-gouverneur. Et se porte candidate pour occuper le siège du sénateur Frank Murkowski au moment de son élection au poste de gouverneur. Celui-ci choisira sa propre fille, mais, en guise de consolation, donnera à l'impétrante la direction de la juteuse Commission environnementale du pétrole et du gaz d'Alaska.

C'est à ce moment-là que Sarah Palin décide de changer de paroisse. Elle intègre la Wasilla Bible Church. Cette Eglise évangélique charismatique sans étiquette suit elle aussi à la lettre les valeurs de la Bible, mais s'affiche comme moins radicale que l'Assemblée de Dieu. Une chapelle plus présente, diront les mauvaises langues.

Le siège de gouverneur

En 2006, elle remporte le siège de gouverneur. «Elle était fraîche et venait pratiquement de nulle part, se souvient Michael Carey, journaliste au *Anchorage Daily News*. Immédiatement, nous avons vu qu'elle était très bonne. Sarah Palin flottait dans les airs un peu comme Mary Poppins.» Dans son cabinet, elle s'entoure de proches, de fidèles croisés à l'école, à l'université ou à l'église. Elle s'attaque à la corruption. Soutient le passage d'une loi limitant l'influence des lobbyistes. Taxe davantage les bénéfices des produits pétroliers et gaziers. Une mesure qui permettra de redistribuer un «bonus énergétique» de 1 200 dollars aux quelque 600 000 résidents de l'Alaska.

Pas une fois, elle ne met en avant ses conceptions morales et religieuses. Pas une fois, elle n'essaie de remplacer dans les écoles publiques les manuels d'éducation sexuelle par des programmes plus conformes à ses vues. Une conduite qui n'étonne pas Beth Kerttula, élue démocrate à la Chambre des représentants de l'État de l'Alaska. «Elle n'a pas vraiment eu l'occasion de le faire, dit-elle. Au cours des deux dernières années, elle a cherché à obtenir l'appui des démocrates pour faire passer les taxes sur le pétrole ou encore décrocher leur soutien pour le projet de pipeline gazier qui doit traverser l'Alaska.»

Depuis le début de sa courte et fulgurante carrière, Sarah Palin a su, selon Mme Kerttula, «comprendre et s'adapter très vite». Elle affirme : «C'est une vraie politique.»

Le Monde

APPEL PUBLIC DE CANDIDATURES

ORDRE NATIONAL DU QUÉBEC

HONNEUR AU
PEUPLE DU QUÉBEC

CRITÈRE D'ADMISSIBILITÉ

Est admissible toute personne née ou résidant au Québec, à l'exception des membres de l'Assemblée nationale.

Les candidatures sont soumises au Conseil de l'Ordre, chargé de faire ses recommandations au premier ministre.

MISE EN CANDIDATURE

Vous désirez soumettre une candidature? Procurez-vous le formulaire de présentation auprès du Secrétariat de l'Ordre national du Québec ou dans Internet.

Chaque candidature doit être parrainée par deux personnes ou par une association et être accompagnée d'un curriculum vitae. Postez votre envoi avant le 14 novembre 2008.

Secrétariat de l'Ordre national du Québec
Ministère du Conseil exécutif
875, Grande Allée Est, bureau 3.221
Québec (Québec) G1R 4Y8
Téléphone : 418 643-8895
Télécopieur : 418 646-4307
Courriel : ordre-national@mce.gouv.qc.ca
Site Web : www.ordre-national.gouv.qc.ca

Québec

L'Ordre national du Québec est la plus haute distinction décernée par le gouvernement du Québec. Le premier ministre confère ainsi à des personnalités émérites le titre de grand officier, d'officier ou de chevalier de l'Ordre.

Cet hommage témoigne de la fierté qu'inspirent au peuple québécois les actions éminentes accomplies par ceux et celles qui ont marqué de façon exceptionnelle le Québec ou qui ont permis son rayonnement dans l'un ou l'autre des secteurs de l'activité québécoise.

SOMALIE

Pas de répit chez les pirates

CHRISTOPHE AYAD

Deux cargos en 24 heures. Soit les pirates somaliens ont très peur des menaces de Nicolas Sarkozy et profitent de leurs dernières semaines de liberté, soit ils se moquent comme d'une guigne des menaces présidentielles de lancer à leurs trousses une force aéronavale européenne dès décembre. Hier à l'aube, ils se sont emparés du Centauri, un navire grec avec 25 marins philippins à bord. La veille, ils avaient pris un cargo chinois, le Great Creation, avec 24 marins chinois et un commandant srilankais. Pour éviter les navires de guerre occidentaux, qui patrouillent dans le golfe d'Aden, les pirates ont attaqué au sud de leur zone habituelle.

Les pirates somaliens, que l'on a tendance à voir comme une survivance d'un autre âge, sont tout le contraire d'aimables amateurs. Comme le relate Patrick Marchesseau, le capitaine du *Ponant*, dans son livre sur la prise d'otages qu'il a vécue en avril, les pirates sont très organisés. Il a été pris par l'une des milices les plus puissantes, les Costiguards. D'après Marchesseau, ils seraient 3000 à 400, équipés d'armes automatiques et de lance-roquettes. Les armes sont en vente libre en Somalie et la Kalachnikov s'y négocie à moins de 100 dollars. Mais l'arme fatale des Costiguards, ce sont leurs *fast boats*, ces barques de pêche équipées de moteurs surpuissants achetés à Dubaï. Ils en auraient une centaine, ainsi qu'un moins une dizaine d'appâts et d'espions, des bateaux de pêche qui observent les proies ou feignent la panne, et un «bateau mère», qui sert de navire amiral pour la coordination des opérations. Les hommes correspondent entre eux par Thuraya, des téléphones satellitaires d'un prix modique.

Les vedettes rapides, trop petites, sont indétectables par les radars. L'assaut, mené en général par une dizaine d'hommes seulement, ne dure moins d'une demi-heure. Une fois à bord, les pirates sont très difficiles à déloger à cause des otages,

ou de la cargaison, quand il s'agit de supertankers. Les navires sont rapidement convoyés vers Eyl, l'un des principaux repaires de la piraterie.

C'est alors qu'entre en scène le négociateur, qui noue le contact avec l'armateur et désigne le compte, le plus souvent à Dubaï, sur lequel doit être virée la rançon, qui va de 300 000 dollars à deux millions, dans le cas du *Ponant*. Lorsque le bateau est amarré à Eyl, les otages sont sous la surveillance de gardiens rémunérés. Tout manquement aux règles est sanctionné par des amendes. Dans le cas du *Ponant*, le chef de l'opération devait toucher 20 000 dollars, un homme de base 8000. La famille d'un pirate tué en opération touche 15 000 dollars. Cet argent irrigue non seulement le village d'Eyl, où ont essaimé des gargotes pour nourrir les otages et que des bureaux de transfert d'argent, mais aussi la région autonome du Puntland. Les pirates d'Eyl, appartenant au clan Majarteen, qui contrôle le Puntland et d'où est issu le président somalien, Abdullah Yusuf. De là à dire que les pirates bénéficient de protections au sein du fantomatique État somalien... En outre, l'industrie de la piraterie fait vivre plusieurs milliers de familles, par la redistribution clanique de l'argent des rançons, dans un pays dont 40 % des habitants dépendent de l'aide alimentaire internationale.

De toutes façons, ni le gouvernement somalien, trop faible et corrompu, ni les armées occidentales, pas adaptées, n'ont les capacités de prendre durablement le contrôle d'Eyl. Depuis le début de l'année, 55 bateaux ont été attaqués dans cette zone, au débouché du canal de Suez, et les pirates détiennent actuellement onze navires et leurs équipages. Comme le suggère un expert maritime, la seule solution serait de couler les navires des bandits des mers. Mais peut-on combattre la piraterie avec des méthodes de pirate?

Libération

LES GRANDS DÉBATS DE L'INM

Que reste-t-il des rapports Castonguay et Pronovost?

» La santé, l'agriculture : quel avenir au Québec?

Un échange avec les auteurs de deux importants rapports



» Claude Castonguay

Président, Groupe de travail sur le financement du système de santé (Groupe Castonguay)



» Pascale Tremblay

Commissaire, Commission sur l'avenir de l'agriculture et de l'agroalimentaire québécois (Commission Pronovost)

Le samedi 27 septembre 2008

de 9 h à 14 h au complexe des sciences Pierre-Dansereau de l'UQAM, 200 rue Sherbrooke Ouest

Inscription obligatoire par Internet à www.inm.qc.ca ou par téléphone à 514 934-5999, poste 0

Gratuit pour les membres de l'INM, 25 \$ pour les non-membres, incluant le repas du midi.

INSTITUT DU NOUVEAU MONDE

Le débat est suivi par l'Assemblée générale annuelle de l'INM.



Excursions

Géologue d'un jour



Prenez part à nos deux premières excursions géologiques pour découvrir, avec des géologues d'expérience de l'UQAM, le sol et les paysages québécois tout en réalisant quelques manipulations pratiques.

Dimanche 28 septembre :

Mont Tremblant, les dessous du bouclier canadien

Adultes : 20 \$, étudiants et aînés : 15 \$ incluant le transport

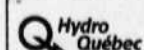
Dimanche 5 octobre :

Mont Royal, être ou ne pas être un volcan?

Adultes : 10 \$, étudiants et aînés : 5 \$

INSCRIPTION OBLIGATOIRE • 514 987-0357

www.coeurdessciences.uqam.ca



LE DEVOIR



LE MONDE

L'affaire du lait frelaté prend de l'ampleur en Chine

CHRIS BUCKLEY

Pékin — Près de 10 % des échantillons prélevés dans les usines des trois principales sociétés laitières chinoises sont contaminés à la mélamine, révèle une enquête gouvernementale rendue publique hier. La première alerte a été donnée en mai dernier lorsqu'un bébé est mort après avoir développé des calculs rénaux liés à sa consommation de lait en poudre frelaté.

Depuis, trois autres nourrissons ont trouvé la mort pour les mêmes raisons. Les autorités estiment que près de 6244 bébés sont désormais affectés, 158 d'entre eux se trouvant dans un état grave.

L'extension de ce phénomène vers le lait classique laisse craindre une catastrophe sanitaire à la population chinoise, déjà paniquée depuis que les autorités et le groupe Sanlu, premier fabricant de lait en poudre, ont révélé la semaine dernière que des centaines de nourrissons étaient victimes de problèmes rénaux pour avoir bu du lait contaminé.

L'enquête gouvernementale a révélé la contamination de près d'un dixième des échantillons de lait et de yaourts à boire prélevés dans les deux plus grosses sociétés laitières du pays, Inner Mongolia Yili Industrial Group, un des sponsors des Jeux de Pékin, et Mengniu Dairy.

La présence de cette substance toxique a également été décelée dans les produits du groupe Bright.

Au chapitre des réactions, l'Union européenne a réclamé des autorités chinoises un compte rendu exhaustif de la crise du lait frelaté. «Notre



REUTERS

Des fonctionnaires ont jeté hier le contenu de nombreuses boîtes de lait en poudre, à Shenzhen.

priorité est de garantir l'intégrité de la chaîne d'approvisionnement européenne», a dit Robert Madelin, directeur général de la santé et de la protection du consommateur de la Commission européenne.

L'UE, a-t-il ajouté, n'importe pas de Chine de lait en poudre pour nourrisson et aucun cas d'intoxication liée à la consommation de produits laitiers importés de Chine n'a été signalé

parmi les États membres. Les autorités de Singapour ont interdit hier l'importation de tout produit laitier venant de Chine.

La plus grande chaîne internationale de cafés, Starbucks, a annoncé que près de 300 de ses établissements chinois avaient utilisé du lait

provenant de la société Mengniu, précisant toutefois n'avoir reçu aucune plainte de la part de ses

clients ou de ses employés.

La direction de Yili de même que celle de Mengniu ont présenté leurs excuses aux consommateurs et aux investisseurs et ont promis de rappeler les produits en cause.

Selon le directeur général de Mengniu, les produits contaminés proviendraient d'un «nombre extrêmement restreint de fournisseurs».

«Quiconque aura à démissionner

démissionnera, quiconque aura une responsabilité légale à assumer l'assurance», a cependant ajouté Yao Tongshan qui s'exprimait devant les médias de Hong Kong, où la compagnie laitière est cotée en Bourse.

La mélamine est une résine utilisée par certaines entreprises agroalimentaires afin d'augmenter artificiellement le niveau de protéines contenues dans un aliment. Dans le cas du lait, elle permet de masquer la pratique consistant à le couper avec de l'eau.

A faible dose, cette substance n'est pas considérée comme toxique mais elle peut provoquer des calculs rénaux, voire déclencher un blocage des fonctions rénales.

Selon les autorités chinoises, un adulte devrait consommer deux litres de lait frelaté par jour pour en ressentir des effets sur sa santé. Mais cette affaire, qui vient s'ajouter à une longue liste de cas d'aliments frelatés, place de nouveau des produits «made in China» sur la sellette.

Depuis le début de l'affaire, 18 personnes ont été arrêtées, dont douze pour la seule journée de jeudi. Guan Anping, ancien haut fonctionnaire spécialisé dans les questions commerciales aujourd'hui avocat, estime toutefois que des arrestations et des contrôles sanitaires ne suffiront pas résoudre le problème.

«Des fermiers produisant du lait sont à la merci de véritables voyous, des potentats locaux qui contrôlent les prix et parviennent à ajouter toutes sortes de produits dans le lait pour augmenter leurs bénéfices», dit-il.

Reuters

EN BREF

Fichier: Paris refait ses devoirs

Paris — Le gouvernement français a mis au point hier une nouvelle version du projet d'un super-fichier de police controversé, en retirant notamment les références à la santé ou la sexualité, sans toutefois faire taire les opposants à cette base de données qui demandent son retrait. Le ministère de l'Intérieur devait transmettre hier soir le projet de nouveau décret à la Commission nationale de l'informatique et des libertés (Cnil), qui avait émis des réserves sur le fichier «Edvige», institué par décret le 1^{er} juillet. Le président français Nicolas Sarkozy avait été contraint de reculer face au tollé suscité par ce fichier nourri de données privées de centaines de milliers d'individus, jugé liberticide par l'opposition et les défenseurs de droits de l'homme. — AFP

Raid contre une famille «terroriste» en Irak

Bagdad — Sept Irakiens, quatre insurgés présumés et trois femmes, ont été tués hier lors d'un raid des forces américaines contre Al-Qaïda en Irak dans la localité d'Adwar, à 115 kilomètres au nord de Bagdad, a annoncé l'armée américaine. Les autorités irakiennes et des témoins ont donné une version différente de l'attaque, affirmant que les victimes étaient tous des civils membres d'une famille pauvre chassée de Bagdad par les violences interconfessionnelles. Durant l'opération, des soldats américains ont cerné une maison et appelé ses occupants à se rendre, mais ont ouvert le feu après qu'un homme armé soit apparu à la porte, selon l'armée américaine. Ils ont alors tué le principal suspect, considéré comme le chef présumé d'un réseau impliqué dans des attentats. Les trois autres insurgés présumés et les trois femmes ont été tués dans une frappe aérienne, précise l'armée, qui ajoute qu'un enfant extrait des décombres a été emmené sur une base américaine pour recevoir des soins. — Associated Press

Un condamné innocenté par un test ADN

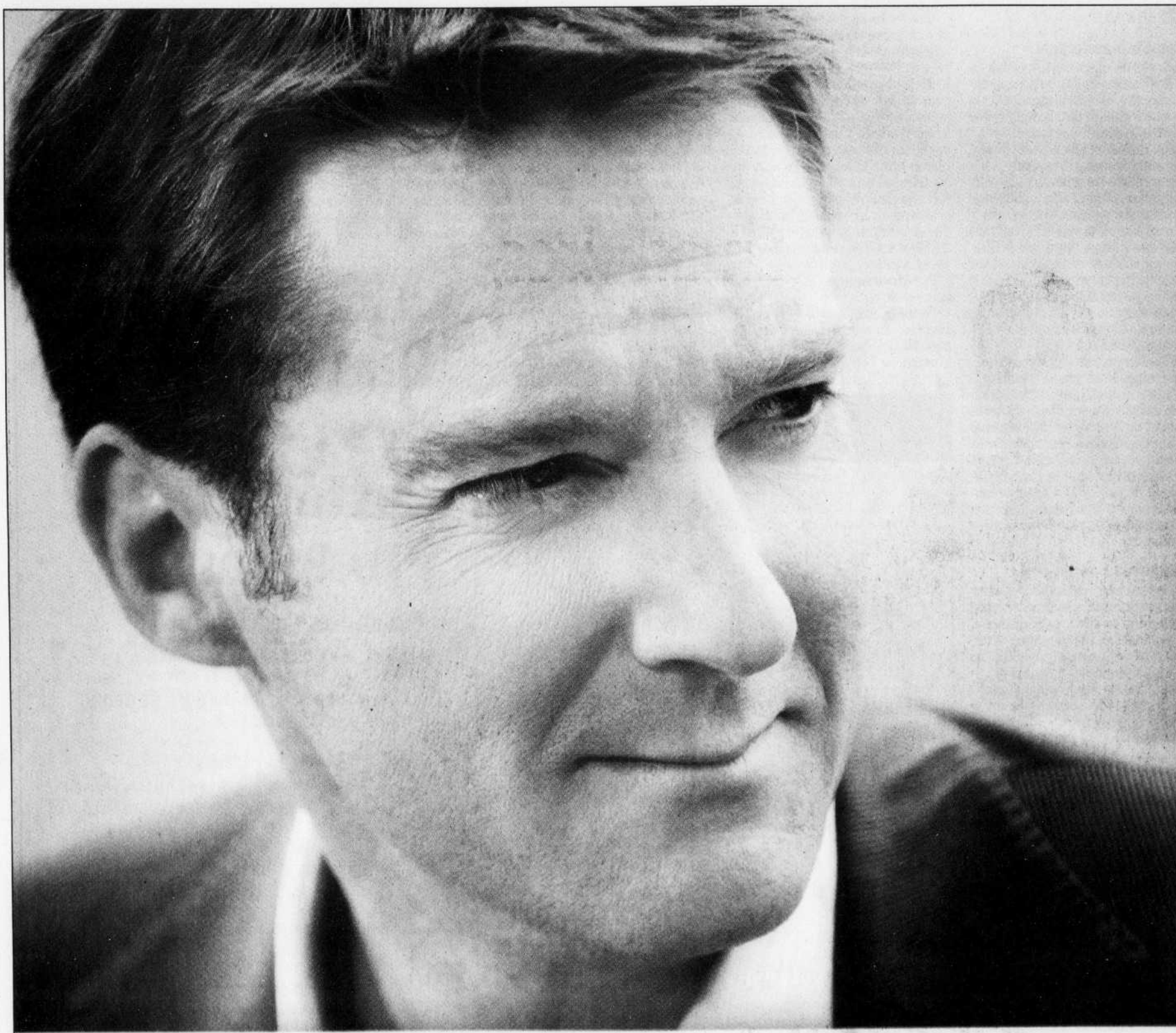
Dallas — Un magistrat de Dallas, au Texas (sud des États-Unis) s'est prononcé hier pour la remise en liberté d'un homme condamné en 1982 pour un viol et récemment innocenté par un test ADN. Johnnie Earl Lindsey, 56 ans, avait été condamné pour le viol en 1981 d'une femme à Dallas. Il a toujours protesté de son innocence et fourni des preuves attestant de sa présence sur son lieu de travail au moment des faits. Il avait pourtant été incarcéré et condamné, à la suite d'une erreur d'identification d'un témoin, selon son avocate, Michelle Moore. — AP

La France nie tout «marchandage» avec Béchir

Nations unies — La France a démenti hier tout «marchandage» avec le président soudanais Omar el-Béchir afin que ce dernier échappe aux poursuites de la Cour pénale internationale (CPI) en échange notamment d'un accord de paix au Darfour, comme le laisse entendre *Le Monde* daté d'aujourd'hui. L'ambassadeur de France à l'ONU, Jean-Maurice Ripert, a déclaré à la presse «qu'il n'y a aucune négociation, aucun marchandage avec le gouvernement du Soudan». — Associated Press

Chavez chasse Human Rights Watch

Caracas — Le président Hugo Chavez a expulsé hier du Venezuela une délégation de Human Rights Watch, cette organisation de défense des droits de la personne lui ayant reproché la veille d'avoir fait reculer la démocratie depuis qu'il est arrivé au pouvoir, en 1999. Voici une semaine, déjà, le chef de l'État vénézuélien avait expulsé l'ambassadeur des États-Unis à Caracas. Jeudi, la secrétaire d'État américaine, Condoleezza Rice, a estimé que le Venezuela était devenu une autocratie. Les deux membres de la délégation de HRW, José Miguel Vivanco et Daniel Wilkinson, ont tenu jeudi une conférence de presse au Venezuela, dans le cadre de leur brève visite, pour rendre compte de l'état des droits de l'homme dans ce pays. Ils ont notamment pointé du doigt les attaques contre la liberté d'expression au Venezuela. — Reuters



TÉLÉVISION

EN SEMAINE 18 H

LE TJ/MONTRÉAL

AVEC PATRICE ROY ET SON ÉQUIPE
Radio-Canada.ca/tjmontrealREDACTION COORDINATION
FRANÇOIS TELIER

LE MONDE

L'OTAN se défend d'avoir provoqué le conflit en Géorgie

Londres — L'OTAN a démenti avoir provoqué le conflit russo-géorgien, comme l'en a accusé le président russe Dmitri Medvedev, après une réunion informelle de l'Alliance atlantique hier à Londres en partie consacrée à la crise dans le Caucase.

Le secrétaire général de l'OTAN, Jaap de Hoop Scheffer, a exprimé la «pleine solidarité» de l'Alliance à la Géorgie. Ce sommet, qui avait débuté jeudi soir par un dîner des 26 ministres de la Défense, dont l'Américain Robert Gates, était le premier du genre depuis la guerre entre la Russie et la Géorgie en août.

En marge de la réunion, M. Gates et son homologue tchèque, Vlasta Parkanova, ont signé l'accord militaire SOFA (Status of Force Agreement), qui autorise le déploiement de soldats américains sur le sol tchèque dans le cadre de l'extension du bouclier antimissile américain.

Interrogé sur les propos de M. Medvedev accusant l'OTAN d'avoir «provoqué» le conflit, James Appathurai, le porte-parole de M. Scheffer, a déclaré à l'AFP: «Ce que je peux dire, c'est qu'il n'y a rien de provocateur dans le fait de soutenir le développement démocratique de la Géorgie, ni dans le fait de l'aider à atteindre ses aspirations à se rapprocher de l'Alliance atlantique».

«Qu'a décidé l'OTAN? Qu'a-t-elle garanti? Elle n'a fait que provoquer le conflit, c'est tout», avait auparavant lancé M. Medvedev, cité par les agences russes. Il n'avait pas précisé comment l'OTAN avait, selon lui, provoqué ce conflit.

La Russie critique vivement le rapprochement entre la Géorgie, ex-république soviétique, et l'Alliance atlantique, à laquelle Tbilissi souhaite adhérer. L'OTAN avait entrouvert la porte à une adhésion à terme de la Géorgie et de l'Ukraine lors du sommet de Bucarest en avril dernier.

Les ministres de la Défense de l'OTAN, réunis à Lancaster House, devaient initialement se concentrer sur la modernisation des structures militaires de l'organisation. Mais les conséquences militaires du nouveau climat de confrontation avec la Russie ont accaparé les discussions.

Hier matin, le premier ministre britannique Gordon Brown a reçu à Downing Street son homologue géorgien Lado Gourguénidze.

«Nous avons pu lui dire que nous soutenons totalement l'intégrité territoriale de la Géorgie», a déclaré M. Brown. «Nous apporterons à la Géorgie un soutien financier et économique, et nous appelons les autres pays à faire de même.»

Dans un entretien avec la chaîne Sky News, M. Brown a estimé qu'intégrer la Géorgie et l'Ukraine à l'OTAN était la «bonne chose à faire».

Jeudi, MM. Scheffer et Gates s'étaient tous deux montrés plutôt conciliants à l'égard de Moscou.

«Nous ne pouvons pas trouver une solution si nous cherchons simplement à punir la Russie», avait prévenu M. Scheffer, qui veut ménager la Russie tout en laissant la porte grande ouverte à une adhésion de la Géorgie à l'OTAN.

M. Gates avait lui-même estimé que l'OTAN devait «agir avec prudence car il y a clairement des divergences d'opinion au sein de l'Alliance sur la manière de répondre», citant notamment les Pays baltes et de l'Europe de l'Est.

Par ailleurs, le président George W. Bush évoquera le conflit russo-géorgien dans son discours devant l'ONU mardi, disant qu'une «invasion» comme celle de la Géorgie est une pratique du passé et exhortant la Russie à tenir ses engagements sur le retrait de ses troupes, a dit la Maison-Blanche hier.

Dans son discours devant l'assemblée générale des Nations unies, M. Bush délivrera un triple message, a dit son conseiller à la sécurité nationale, Stephen Hadley, à des journalistes.

Il assurera la Géorgie de la poursuite du soutien américain, et «il appellera les autres pays à soutenir de la même manière la Géorgie», a dit M. Hadley.

Il soulignera l'importance que la Russie se conforme aux garanties que ses dirigeants ont données en son nom», en particulier celui de ramener ses troupes sur les lignes d'avant le début du conflit en août, a-t-il dit.

Et «il sera très important de rassurer tous les pays du monde qui regardent, et de leur dire qu'envahir un État voisin ne fait pas partie des règles régissant le monde pour le XXI^e siècle», a-t-il dit.

«Comme le président l'a dit, ce genre de pratique appartient au passé, et la communauté internationale doit parler d'une seule voix sur ce point», a-t-il dit.

Agence France-Presse

Pyongyang remet en service son réacteur nucléaire

JACK KIM

Séoul — La Corée du Nord a annoncé hier avoir entamé des travaux de remise en service de son réacteur nucléaire de Yongbyon et dit qu'elle ne souhaitait pas être retirée de la liste noire des États accusés par Washington de soutenir le terrorisme.

Le régime de Pyongyang a parallèlement démenti les rumeurs qui courent sur l'état de santé de son dirigeant, Kim Jong-il, absent la semaine dernière des cérémonies marquant le 60^e anniversaire de sa fondation.

D'après des responsables américains et sud-coréens, qui spéculent sur sa succession, Kim, qui est âgé de 66 ans, pourrait être gravement malade.

«C'est de la mauvaise foi de la part de personnes mal intentionnées qui veulent du mal à notre pays», a affirmé hier Hyon Hak-bong, un haut fonctionnaire du ministère des Affaires étrangères, avant une réunion à Panmunjon avec une délégation sud-coréenne.

Les rumeurs sur la santé de Kim interviennent alors que la République populaire démocratique semble prendre ses distances avec l'accord de dénucléarisation conclu avec les puissances régionales (outre la Corée du Sud, les États-Unis, la Chine, le Japon et la Russie).

Coup de bluff

À Panmunjon, Hyon Hak-bong a déclaré que son pays était prêt à remettre en service le réacteur de Yongbyon qui produit du plutonium militaire.

Cité par l'agence centrale de presse nord-coréenne KCNA, un porte-parole du ministère des Affaires étrangères a précisé que les travaux étaient en cours.

La centrale avait été arrêtée en novembre dernier, conformément à l'accord de dénucléarisation. Mais des rumeurs faisant état d'un possible redémarrage des activités circulent depuis le début du mois.

De même, la Corée du Nord a affirmé qu'elle ne souhaitait pas être retirée de la liste noire des pays accusés par les États-Unis de soutenir le terrorisme — «pas plus qu'elle ne s'attend à l'être», a précisé un porte-parole du ministère des Affaires étrangères cité par KCNA.

Ce retrait devait inciter Pyongyang à poursuivre sur la voie de la désactivation de ses programmes nucléaires.



AHN YOUNG-JOON REUTERS

Des diplomates des deux corées se sont rencontrés hier.

Pour le ministre sud-coréen des Affaires étrangères, Yu Myung-hwan, il est difficile de faire la part des choses entre l'éventuelle volonté de Pyongyang de reprendre ses activités nucléaires et un possible coup de bluff pour faire pression sur les négociations internationales.

Des analystes estiment que les Nord-Coréens pourraient être tentés de faire pression sur George Bush, qui ne dispose plus que d'une poignée de mois pour obtenir un succès sur ce dossier. Ils pourraient aussi vouloir jouer la montre et attendre l'entrée en fonction de son successeur à la Maison-Blanche dans l'espoir de lui arracher un accord plus favorable.

Reuters

Crise économique

La lassitude guette les pays donateurs

AMÉLIE BOTTOLIER-DEPOIS

Bruxelles — Malgré la crise économique, les pays riches doivent vaincre leur «lassitude» d'aider les pauvres de la planète, sans quoi la pauvreté ne sera pas réduite de moitié comme espérée d'ici 2015, ont plaidé des économistes européens avant un sommet de l'ONU sur le développement.

«On est en pleine lassitude de l'aide dans les pays développés», a déclaré hier François Bourguignon, ancien économiste en chef de la Banque mondiale, en présentant à Bruxelles un rapport réalisé par une équipe d'économistes européens qu'il a dirigée.

«Il est clair que dans beaucoup de pays, les gens doutent beaucoup de l'efficacité de l'aide, ont le sentiment d'avoir déjà trop donné dans le passé», a-t-il continué.

L'aide publique au développement avait beaucoup augmenté après l'approbation par l'ONU en 2000 des huit Objectifs du Millénaire pour le Développement, qui visent notamment la réduction de la pauvreté de moitié d'ici 2015 par rapport à 1990, le recul des grandes pandémies et de la mortalité infantile. Mais après un record en 2005, et malgré les promesses, l'aide des 22 pays riches du Comité d'aide au développement de l'OCDE a baissé en 2006 et 2007, retombant à 103,7 milliards de dollars (0,28 % du Revenu national brut).

Il manque donc quelque «35 milliards de dollars par an» pour respecter les promesses internationales, note le rapport commandé par la Commission européenne et quelques États membres de l'UE.

Ses auteurs, qui insistent aussi sur la nécessité pour les pays pauvres de mettre en place les politiques adéquates, font ainsi une recommandation principale: «la communauté des donateurs doit respecter ses promesses, sur le volume de l'aide et l'amélioration de sa distribution».

«Si rien ne change», on prévoit «que la plupart des pays en développement n'atteindront pas la plupart des objectifs du millénaire», particulièrement en Afrique subsaharienne, a souligné M. Bourguignon. Il souligne les bénéfices apportés par l'aide déjà déboursée: «120 millions de personnes sont sorties de la pauvreté entre 2000 et 2005, 2 millions de vies ont été sauvées grâce à la baisse de la mortalité infantile, 30 millions d'enfants supplémentaires sont allés à l'école...»

S'il reconnaît «qu'avec la situation budgétaire qui n'est pas favorable» en raison du ralentissement économique, les pays riches sont encore plus sceptiques, M. Bourguignon n'accepte pas pour autant que cela serve d'excuse. «La tourmente économique mondiale va ralentir les progrès sur certains de nos objectifs, mais à mon avis [...] s'attaquer aux Objectifs est une partie essentielle de notre réponse aux défis de la mondialisation et du ralentissement économique, pas une partie du problème», a renchéri Anthony Smith, qui représentait le gouvernement britannique pour la présentation du rapport.

Agence France-Presse

En affaires, les chiffres parlent d'eux-mêmes.

Samuel Girardin
Président,
Point d'Orgue

Client de la téléphonie
par câble

782\$ d'économies
en 16 mois¹

MAINTENANT jusqu'à 4 lignes

LIGNE AFFAIRES

à partir de

24⁹⁵\$
/MOIS¹

INSTALLATION GRATUITE²

Le meilleur taux de satisfaction
comparé à la concurrence**

Chez Vidéotron, vos affaires sont toujours prioritaires.

- Service à la clientèle exclusif aux gens d'affaires.
- Soutien technique accessible 24 heures sur 24, 7 jours sur 7.
- Un seul point de contact pour tous vos services.

Faites comme des milliers de PME du Québec: passez à Vidéotron service Affaires sans rien changer à vos habitudes!

Communiquez avec nous dès aujourd'hui!
1 877 512-8602 • videotron.com/affaires

SERVICE AFFAIRES
À LA PUISSANCE AFFAIRES

VIDÉOTRON
Une compagnie de Quebecor Media

¹ Le tarif mensuel de 24,95 \$ par ligne s'applique à un engagement de 36 mois. Un engagement minimal de 12 mois au service de base, au tarif mensuel de 29,95 \$ par ligne, est requis dans tous les cas. Des frais de réseau de 35 \$ par mois s'appliquent. Des frais de pénalité s'appliquent en cas de bris d'engagement. La location du modem câble multifonction est incluse. Les offres, les services et les tarifs sont modifiables sans préavis. La téléphonie par câble Affaires de Vidéotron est offerte là où la technologie le permet. Un rabais mensuel est offert aux clients Affaires de Vidéotron qui ajoutent la téléphonie et qui sont déjà abonnés ou qui s'abonnent à un service Internet par câble Affaires et/ou à un service de télédistribution (câble classique ou télé numérique pour laquelle une facturation minimale de 20 \$ par mois est obligatoire) et/ou au sans-fil. Taxes en sus. Certaines conditions s'appliquent. ** Taux de satisfaction global, selon un sondage Léger Marketing réalisé en avril 2008. ³ Calcul établi en comparant, pour des services équivalents, la facture de Vidéotron service Affaires à celle de l'ancien fournisseur de services en télécommunications de ce client à compter de la date initiale de son abonnement jusqu'à ce jour. Le montant des économies, le cas échéant, peut varier significativement d'un client à l'autre. Vidéotron ne peut garantir la réalisation d'économies pour tous les nouveaux clients. ⁴ L'installation est gratuite pour les nouveaux clients qui s'abonnent à la téléphonie par câble Affaires et est applicable à un engagement minimum de 24 mois à la ligne de base. Des frais de 99,95 \$ seront facturés dans le cas d'une installation avec un engagement de 12 mois.

ACTUALITÉS

CHAREST

SUITE DE LA PAGE 1

Par exemple, «le ministre qui porte le ballon à Ottawa». Michael Fortier, avait prévu au moins deux missions en Europe pour «préparer le terrain», mais elles ont été annulées en raison des élections. «On voit mal comment le gouvernement fédéral pourrait être prêt pour un tel sommet», a-t-on dit. Les élections ont lieu le 14 octobre. On ignore si, le lendemain, M. Harper et son ministre Fortier seront encore en poste. Dans «le meilleur scénario», ils le seront et pourraient «peut-être» se rendre à Paris avant le 31 décembre afin de discuter libre-échange Canada-UE avec M. Sarkozy.

De son côté, Jean Charest a fait du libre-échange Canada-Europe la pierre d'assise de son «nouvel espace économique» avec un projet d'entente France-Québec sur la reconnaissance mutuelle des acquis et des compétences. Il a effectué plusieurs missions en Europe afin de convaincre l'Union de s'engager dans une telle démarche, mais la Commission européenne a d'importantes réticences. Il a toujours dit compter sur la présidence européenne de Nicolas Sarkozy.

Hier, en marge de la réunion de son caucus à Victoriaville, M. Charest a martelé que le sommet du 17 octobre aurait lieu. Il a même soutenu, à propos du lancement des négociations entre l'UE et le Canada, que «le bébé se présente assez bien» tout en ajoutant «ce n'est pas encore fait». «Si on continue à persévérer jusqu'à la date de la rencontre, on a de très bonnes chances de lancer les négociations qui seront globales», a-t-il dit. Quand *Le Devoir* a évoqué les rumeurs de report du Sommet auprès de son entourage, un de ses conseillers a répondu d'un ton sec «pour nous, le sommet a lieu», tout en ajoutant «bien sûr, ce n'est pas nous qui prenons la décision».

Au reste, à moins d'un mois de sa tenue, la confusion règne au sujet de cette rencontre. Où aurait-elle lieu? Montréal, Québec... Ottawa? Il fut impossible hier de le savoir. Plusieurs ont évoqué la métropole, alors que d'autres signalaient la complexité de véhiculer M. Sarkozy de l'aéroport au centre-ville, puis du centre-ville à l'aéroport, d'où il décollerait pour Québec, où il doit s'adresser à l'Assemblée nationale en après-midi avant d'assister, le soir, à l'ouverture du sommet francophone.

Il est par ailleurs toujours prévu que Nicolas Sarkozy et Jean Charest se rencontrent afin de signer une entente sur la mobilité de la main d'œuvre entre le Québec et la France.

Les nombreuses critiques formulées à l'endroit du gouvernement Harper par Jean Charest et ses ministres ces derniers jours ont-ils miné l'appui que lui apportait jusque-là Ottawa? M. Charest refusait de le croire, hier. «Je m'attends qu'avec tout le travail qui a été fait, ce dossier-là avance. Je pense que les gens sont amplement capables de faire la part des choses», a-t-il répondu.

Francophonie

Par ailleurs, si l'agenda du président français n'est pas modifié prochainement, celui-ci doit quitter Québec le samedi 18 octobre et ratera donc une importante session du Sommet de la Francophonie. Le dimanche matin, les 55 chefs d'Etat et de gouvernements doivent examiner la place de la langue française dans le monde. Plusieurs rapports seront soumis afin d'évaluer la manière dont les pays membres assument leurs responsabilités à cet égard. Fait exceptionnel, le président sera aussi absent lors du rapport de synthèse qui rendra compte des travaux des chefs d'Etat. Il s'agit d'une première dans l'histoire des sommets puisque, traditionnellement, le président français est toujours présent avec les représentants du pays hôte lors de la conférence de presse finale.

L'Élysée a refusé de confirmer la nouvelle qui circule pourtant depuis déjà quelques semaines à Québec et à Paris dans les milieux concernés. Selon plusieurs sources, l'entourage de M. Sarkozy n'aurait guère laissé d'espoir que le président revienne sur sa décision. On invoque évidemment les «lourdes respon-



Jean Charest et Nicolas Sarkozy à Paris, en juillet 2007.

sabilités» de ce dernier. La ministre des Relations internationales, Monique Gagnon-Tremblay, croisée hier à Victoriaville, au caucus des députés libéraux, a admis qu'il était «extrêmement difficile» de fixer un horaire pour ces trois journées puisque M. «Sarkozy est

tellement pris». Celui-ci doit notamment participer à un sommet avec les pays asiatiques à Pékin, lequel ne commence toutefois que le 24 octobre.

Le Devoir

Ying CHEN

UN ENFANT À MA PORTE

roman

Cette chose révoltante, fascinante, insaisissable : la vie.

160 pages • 19,95 \$

Boréal
www.editionsboréal.qc.ca

COUPLE

SUITE DE LA PAGE 1

croissant d'entre elles refusent de sacrifier leur indépendance pour le confort de la vie à deux», a soutenu l'essayiste, en entrevue au *Devoir*.

Les temps changent, insiste-t-elle. «Il y a 20 ans à peine, il eût été impensable d'avoir un président de la République divorcé, comme Nicolas Sarkozy. Ou encore un ministre de la Justice, Rachida Dati, enceinte sans conjoint connu.» Aux yeux de Marie-France Hirigoyen, «le couple apparaît de plus en plus comme un handicap pour une femme, une entrave à sa réussite professionnelle et à son épanouissement social». En revanche, le couple est beaucoup plus utile à l'homme dans sa vie professionnelle, précise-t-elle. D'ailleurs, une plus grande proportion d'hommes (39 %) que de femmes (26 %) juge important d'être en couple pour réussir sa vie.

Hélène Belleau, sociologue, professeure à l'INRS-Culture, Société et Urbanisation à Montréal, se spécialise dans les questions liées à la famille. Elle s'inscrit en faux contre la tentation de conclure, à la lumière de notre enquête, que le couple n'a pas d'avenir. «Je vous rappelle la première réponse du sondage Léger Marketing-Le Devoir: la vie amoureuse et familiale est ce à quoi les Québécois accordent le plus d'importance, dans une proportion de 68 % (62 % des hommes et 74 % des femmes). Les loisirs, les passions personnelles, le travail et l'argent viennent bien après. Si cela n'avait pas été le cas, j'aurais dit qu'il y a quelque chose de problématique. Il faut mettre cette donnée en parallèle avec les autres», estime-t-elle.

Mais pourquoi alors une majorité de Québécois ne croient pas à l'importance du couple pour réussir leur vie? «C'est comme si les gens se disaient: "Faute de vie conjugale ou familiale, je peux aussi avoir une vie très stimulante, très riche, en partie grâce à une vie professionnelle satisfaisante." Il reste que, dans toutes les études, la famille demeure toujours en tête des valeurs des Québécois, loin avant le travail. Le travail n'est plus le lieu où l'on s'épanouit.»

Cela dit, le travail et la famille s'imbriquent l'un dans l'autre. A preuve, note Hélène Belleau, plusieurs études démontrent que les hommes qui vivent en couple avec

famille et enfants réussissent mieux au point de vue professionnel que les hommes célibataires.

Psychologue et psychanalyste au Centre de consultation Saint-Laurent, à Montréal, où il accompagne des adultes qui se présentent seuls ou en couples en thérapie, François Lefebvre se montre aussi très perplexe devant certaines réponses des Québécois au sondage Léger Marketing-Le Devoir. «Je me demande s'il n'y a pas quelque chose de défensif dans cette attitude. Je suis reversé de lire que 65 % des répondants ne considèrent pas comme important de vivre en couple pour réussir leur vie. Peut-être qu'on cherche à minimiser ses propres échecs amoureux ou ses difficultés à vivre à deux.»

Tout en se gardant de porter un jugement, il voit dans le sondage l'expression d'un nouveau conformisme social. «La nouvelle morale, la nouvelle norme, c'est de se séparer dès qu'il y a des tiraillements dans un couple. D'ailleurs, plus de la moitié des unions se terminent par une séparation. Les valeurs ambiantes nous dictent qu'on doit pouvoir être heureux seul. Des notions comme la dépendance affective sont maintenant vues comme des tares.»

La variable économique n'est pas non plus à négliger, ajoute le psychologue. À peine 20 % des personnes ayant un revenu inférieur à 20 000 \$ jugent la vie de couple essentielle au bonheur. Chez les personnes dont le revenu annuel s'élève à plus de 80 000 \$, cette proportion grimpe à 45 %. «Dans la hiérarchie des besoins, vivre en couple ne vient pas en premier. Il faut d'abord avoir un emploi et avoir de quoi manger!»

Seuls, mais pas isolés

Chose certaine, à défaut d'être choisie, la vie de célibataire semble de mieux en mieux assumée. Environ 900 000 Québécois vivent seuls. Ils représentent environ 30 % des ménages, selon l'Institut de la statistique du Québec.

Line Desjardins, la jeune cinquantaine, conseillère dans une grande entreprise de technologies de l'information, jure avoir trouvé le bonheur dans sa vie de célibataire. «Je regarde autour de moi et je vois plusieurs femmes pour qui le quotidien avec un homme ajoute une série de contraintes à une vie déjà très occupée. Quand on a réglé des conflits toute la journée au bureau, on a peut-être moins envie, le soir venu, de faire face aux conflits que suppose la vie de couple. Moi, je n'ai plus envie de négocier quand je rentre à la maison. Je n'ai pas envie d'imposer mes choix ou qu'une autre personne m'impose les siens», dit-elle.

Elle n'aurait jamais tenu pareil discours à 25 ou 30 ans, confesse-t-elle, du temps où elle cherchait l'âme sœur. «Avec les années, plus je développais mon autonomie professionnelle, moins je ressentais le besoin de vivre en couple. Pour bien des femmes de mon milieu, il n'est plus nécessaire de vivre à deux pour satisfaire ses besoins matériels.» Quand on ne vit pas en couple, poursuit-elle, on se construit d'autres groupes d'appartenance, en fonction de nos affinités culturelles ou sportives. «Je ne suis pas seule. Je connais des gens en couple qui vivent la solitude à deux. Je ne suis pas isolée. L'amitié prend une importance plus grande.»

Selon la psychiatre Marie-France Hirigoyen, de plus en plus de gens alternent, dans une même vie, entre des périodes de vie en couple, des périodes de solitude, des périodes d'amours vécues à distance, d'autres périodes de solitude, et ainsi de suite. «La solitude peut être source de plénitude. Souvent, la femme ne vivra pas en couple, mais elle aura un compagnon, pour le cœur et pour le corps. Si elle se met en couple, cette union sera moins fusionnelle, souvent plus éphémère.»

Ces mutations ne sonnent pas pour autant la fin du couple traditionnel. «Le désir de vivre en couple est toujours là. Même chez les enfants de baby-boomers qui ont vécu les échecs de leurs parents, j'observe ce désir. Les jeunes veulent s'engager, fonder une famille, avoir des enfants», affirme François Lefebvre. Mais les temps actuels sont difficiles. «Il y a un vacuum autour du couple. On demande aux jeunes de se lancer dans cette aventure sans qu'il y ait de support social. Le couple est souvent laissé à lui-même. Pas étonnant qu'il s'écroule aux premiers tiraillements. Non seulement la famille n'a pas beaucoup de support — qu'on pense au manque de places en garderie —, mais elle n'a plus toujours bonne réputation et elle est malheureusement beaucoup associée, ces années-ci, à la drogue religieuse.»

L'envie d'enfants

Parents d'une fillette d'un an, Laurent Madore, 31 ans, et Julie Jodoin, 29 ans, forment un couple stable et mènent une vie qu'ils jugent heureuse, surtout depuis qu'ils ont emménagé il y a quelques mois dans leur première maison, à Repentigny. Ils se reconnaissent dans bien des réponses de l'enquête du *Devoir*, mais pas dans cette idée voulant que la vie de couple ne soit pas indispensable à une vie réussie. «Autour de nous, j'observe au contraire un retour à des valeurs traditionnelles. Nos amis dans la jeune trentaine vivent en couple, ont fondé ou entendent fonder une

PETITCLERC

SUITE DE LA PAGE 1

athlètes paralympiques «ont eu les meilleurs conditions [pour se faire la compétition]», a-t-elle ajouté avec le sourire pétillant qu'on lui connaît.

Imaginer le monde à roues, avec membres artificiels ou sans la vue du mouvement paralympique, mieux traité que celui des olympiques, a effectivement de quoi faire rire. Un rire qui peut parfois devenir jaune, chez ceux qui, à longueur d'année, se battent pour le droit des handicapés. «La performance de Chantal Petitclerc à Pékin est exceptionnelle, c'est vrai», a commenté hier André Leclerc, président de l'organisme Kéroul qui milite pour un Québec plus accessible aux personnes à mobilité réduite. «Elle a travaillé fort pour en arriver là et pour démontrer que même dans un fauteuil roulant, on peut se surpasser. Mais en même temps, elle ramène de Pékin la preuve que même dans le cadre olympique, les gens qui ont des problèmes de mobilité ne sont finalement pas traités comme tout le monde. Et ça, c'est dommage.»

Le problème d'équité est, selon lui, flagrant. Le 19 août dernier, en remportant une médaille d'argent au tremplin de 3 m, le plongeur québécois a aussi reçu du Comité olympique canadien une bourse de 15 000 \$, pour services rendus. Eric Lamaze, médaillé d'or et d'argent en sport équestre a touché 35 000 \$ pour les mêmes motifs. Quant au nageur Ryan Cochrane, sa troisième place au 1500 m libre lui a rapporté 10 000 \$, soit 7 \$ du mètre.

Glorifiée de cinq médailles d'or venant toutes avec des records mondiaux, Chantal Petitclerc, elle, ne va rien recevoir du Comité paralympique canadien. L'organisme n'a aucunement l'intention dans les prochains jours de récompenser financièrement les 50 athlètes handicapés qui reviennent en ce moment victorieux de la capitale chinoise. Dans l'univers des non-handicapés, l'exploit olympique de Petitclerc a une valeur de... 100 000 \$.

Sous les feux de la rampe hier dans un aéroport de Montréal, l'athlète québécoise qui, en Chine est devenue la première au monde dans sa catégorie à parcourir le 200 m en moins de 28 secondes — à 27,52 s pour être précis — s'est voulue philosophe. «La réalité, c'est que le comité paralympique n'a pas les mêmes budgets que le comité olympique», a-t-elle indiqué. Et d'ajouter: «Ça fait 20 ans que je fais du sport paralympique. Si j'avais fait ça pour de l'argent, j'aurais arrêté depuis longtemps.»

L'univers des handicapés ne se s'en serait jamais remis, lui qui depuis des années se réjouit des nombreux exploits de Chantal Petitclerc sur la scène sportive. En cinq participations à des Jeux paralympiques, depuis Barcelone en 1992, l'athlète originaire de Saint-Marc-des-Carières, handicapée depuis l'âge de 13 ans après qu'une porte de grange lui soit tombée dessus, a décroché 21 médailles, dont 14 d'or. «Chacune de ses victoires, comme celles des autres athlètes paralympiques, est un événement porteur», lance Diane Plourde, de l'Institut de réadaptation en déficience physique de Québec, où Chantal Petitclerc a déjà séjourné. «Pour les personnes en réadaptation, cela devient une source d'inspiration. On l'a d'ailleurs bien vu en installant cette année dans un couloir une télévision qui diffusait en continu les Jeux paralympiques de Pékin et devant laquelle il y avait souvent des attroupements.»

Symbole d'une réadaptation réussie, Chantal Petitclerc, en attirant les projecteurs sur elle, vient également sensibiliser la population et les politiciens à l'importance de l'égalité entre les personnes handicapées et celles qui ne le sont pas, croit André Leclerc. «C'est vrai, ça fait avancer notre cause, dit-il, et nous en avons vraiment besoin.»

La route est longue. Elle est aussi pavée à longueur d'année de l'indifférence des pouvoirs publics et de la population en général qui «peinent à trouver de l'intérêt dans toutes les questions liées à l'accessibilité», poursuit le président de Kéroul. «Pourtant, nous devrions de plus en plus nous en préoccuper en raison du vieillissement de la population» et pas seulement, selon lui, pendant les 12 jours des Jeux paralympiques et les 48 heures de gloire de l'athlète montréalaise. «Parce qu'après, nous savons tous ce qu'il va se passer: nous allons retomber, avec notre cause, dans l'oubli.»

Le Devoir

famille. Les célibataires que nous connaissons le sont à défaut d'avoir trouvé le bon conjoint», dit Julie Jodoin.

Laurent Madore venait tout juste de perdre son emploi lorsque Julie et lui se sont mariés et ont décidé que le temps était venu d'avoir un enfant. Les regards inquiets de leurs parents et amis ne pouvaient en rien les en dissuader. «À l'Université Concordia, un professeur m'avait dit: "Si tu attends d'avoir les conditions économiques parfaites, tu n'auras jamais d'enfant." Cette phrase ne me quitte plus depuis», raconte-t-il. Pour lui et sa conjointe, dit-il, les valeurs du couple et de l'engagement passent bien avant les valeurs matérielles. «C'est sûr qu'on est d'une génération qui voudrait tout obtenir tout de suite: le confort matériel, les voyages et tout. Mais je suis prête à attendre. Ce qui me rend heureuse avant tout, c'est la vie de famille», renchérit sa douce moitié.

Selon l'enquête Léger Marketing-Le Devoir, quatre personnes sur dix (36 % des hommes et 43 % des femmes) affirment que le manque d'argent est le principal obstacle empêchant les couples d'avoir des enfants qu'ils désirent. Pour 25 % des Québécois, ce sont plutôt les horaires de travail des conjoints qui constituent le principal obstacle empêchant les couples d'avoir des enfants.

«L'aspect financier n'a jamais freiné notre désir d'avoir des enfants. Mais il serait quand même faux de prétendre que les questions d'argent ne sont pas importantes. Nous venons d'acheter une maison, j'ai quitté un emploi stable pour devenir travailleur autonome et on a la responsabilité d'un enfant à qui on veut donner tout ce qu'il y a de mieux. Mais si elle est importante, la question financière ne sera jamais décisive», explique Julie Jodoin.

Diplômée de l'École des hautes études commerciales, elle a le désir de s'accomplir dans sa carrière, mais jamais, jure-t-elle, elle ne le fera au détriment de sa famille. «Je ne veux pas scandaliser les générations de féministes qui m'ont précédée et tenir un discours rétrograde. Mais je cherche avant tout le bon équilibre travail-famille. Je veux profiter pleinement de ma vie de famille, de ma vie de couple. Il n'est pas question que je fréquente les 5 à 7 pour faire du réseautage», renchérit-elle.

Son mari, aussi diplômé en administration, partage entièrement cette vision des choses. «Tant pis si je dois supporter les regards un brin sarcastiques de mes collègues quand je quitte le bureau pour aller à un rendez-vous avec ma fille chez le pédiatre: j'ai l'âme en paix», dit-il en souriant.

Le Devoir

Collaboration spéciale

LE DEVOIR^{MD}
www.ledevoir.com
Les bureaux du Devoir sont situés au 2050, rue De Bleury, 9^e étage, Montréal (Québec), H3A 3M9 ☎ Place-des-Arts
Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8h30 à 17h.
Renseignements et administration : 514-985-3333

Comment nous joindre ?

La rédaction

Au téléphone 514-985-3333
Par télécopieur 514-985-3360
Par courrier redaction@ledevoir.com

La publicité

Au téléphone 514-985-3399
Par télécopieur 514-985-3390
Extérieur de Montréal (sans frais) 1 800 363-0305

Les avis publics et appels d'offres

Au téléphone 514-985-3344
Par télécopieur 514-985-3340
Par courrier avisdev@ledevoir.com

Les petites annonces et la publicité par regroupement

Au téléphone 514-985-3322
Par télécopieur 514-985-3340

Les abonnements

Au téléphone 514-985-3355
du lundi au vendredi de 7h30 à 16h30
Par télécopieur 514-985-5967
Par courriel abonnements@ledevoir.com
Extérieur de Montréal (sans frais) 1 800-463-7559

L'agenda culturel

Au téléphone 514-985-3346
Par télécopieur 514-985-3390

Le Devoir peut, à l'occasion, mettre à la disposition de ses abonnés à la disposition d'organisations reconnues dont la cause, les produits ou les services peuvent intéresser ses lecteurs. Si vous ne souhaitez pas recevoir de correspondance de ces organisations, veuillez en aviser notre service à la clientèle. Le Devoir est publié du lundi au samedi par Le Devoir Inc. dont le siège social est situé au 2050, rue De Bleury, 9^e étage, Montréal, Québec, H3A 3M9. Le Devoir Inc. est propriétaire de la marque déposée Le Devoir, enregistrée auprès de l'Office de la propriété intellectuelle du Canada. Il est imprimé par Imprimerie Québecor St-Jean, 800, boulevard Industriel, Saint-Jean sur le Richelieu, division de Imprimeries Québecor Inc., 612, rue Saint-Jacques Ouest, Montréal. L'Agence Presse Canadienne est autorisée à employer et à diffuser les informations publiées dans Le Devoir. Le Devoir est distribué par Messageries Dynamiques, une division de Corporation Sun Media, 900, boulevard Saint-Martin Ouest, Laval. Envoi de publication — Enregistrement n° 0858. Dépôt légal: Bibliothèque et Archives nationales du Québec, 2007.